

**Directeur : Jacques Fayet**

5, RUE DES ITALIENS  
75002 PARIS - CROISSANT 89  
C.C.P. 4207-23 Paris  
Tél. Paris n° 680572  
TEL. : 246-72-23

(1) Les sciences sociales avec et après Jean Piaget, numéro spécial de la Revue européenne des sciences sociales, 1976, numéros 38-39. Librairie Desclée.



PROCHE-ORIENT

Damas et ses alliés chrétiens demandent de nouvelles concessions à la résistance palestinienne

Beirut. — L'accord syro-palestinien du 29 juillet a été signé et n'a pas été l'occasion d'une trêve au Liban. Après un week-end relativement calme, la bataille a repris en force à Beyrouth à la nuit du dimanche 8 au lundi 9 août, y compris dans le vieux centre ville où, au cours des dernières semaines, les combats étaient devenus sporadiques.

Le volet militaire de l'accord n'est pas le seul à être démenté. Les milieux politiques à Damas, le comité syro-libanais-palestinien n'a pas tenu de réunion et ne paraît pas près de le faire. Le camp conservateur a, en effet, refusé la participation à une commission d'enquête en matière de l'assassinat d'un député libanais, un distingué entre l'opposition et le pouvoir, de la crise et son aspect libano-libanais, le droit chrétien souligne que l'accord de Damas se rapportait à la présence palestinienne au Liban, le « mouvement national » progressiste n'a même pas tenu de réunion, la discussion n'a pu être poursuivie jusqu'à la cause et des vives de la résistance palestinienne. Le « front libanais » (conservateurs chrétiens) quant à lui, étant en conflit avec la résistance, doit négocier avec elle. « Pour voir les phéniciens, lorsqu'ils ont débarrassé des structures libanaises, les phéniciens auront leur place autour d'une commode table ronde. Mais de ne servir pas nos seuls intérêts », d'autres forces devraient être présentes. « D'autres forces, c'est-à-dire la droite musulmane. La gauche et les Palestiniens ne sont naturellement pas de cet avis et continuent que à tous les combats doivent être associés à toutes les négociations ». Ils ont, en outre, d'importantes positions et sont soumis à l'insistance de la ligne arabe. M. Kholi, qui paraît être le chef de file, a dit, dans un communiqué, que l'application des résolutions de l'Organisation des Nations Unies est une condition préalable à tout accord impliquant le retrait des troupes syriennes du Liban. Le communiqué, de son côté, a déclaré dimanche soir : « La guerre civile ne sera terminée que si les Syriens sont en

Liban. Nous ne capitulerons pas. Il va sans dire que Damas est indispensible pour cette attitude. En outre, les attaques dont elle est l'objet dans les médias d'opinion libanais et palestiniens et la présence dans la délégation proposée par les progressistes de deux officiers de l'armée du Liban arabe avaient déjà provoqué l'irritation des responsables syriens. Ceux-ci ne semblent pas près de leur côté, indifférents dans l'immédiat à la réunion du comité syro-libano-palestinien qu'ils avaient mis sur pied.

Les conservateurs libanais et Damas auraient donc abouti à la même conclusion : de nouvelles concessions sont nécessaires pour obtenir les concessions politiques exigées de la résistance palestinienne qui doit se traduire par le contrôle de la présence palestinienne au Liban et par l'abolition de la gauche de la scène politique libanaise.

Pas de « cassure » dans l'opposition syrienne

Quelle forme revêtira cette pression ? Nouvelle escalade sur le terrain libanais ? Ou, au contraire, état de calme, malgré les trépidations qui ont caractérisé la formation du nouveau gouvernement syrien, on n'espère pas que les conservateurs ni ceux des palestiniens progressistes de changement notable de la politique syrienne au Liban. Certes, le général Kholi, qui est réputé plus proche des Palestiniens que le président Assad, qui n'est pas un précurseur de M. Kholi. Néanmoins, le président Assad qui a dit de ne pas laisser imposer un censeur en la personne de M. Kholi, il est bien plus probable que le chef de l'Etat syrien a cherché à assurer une certaine unité entre les deux camps. Mais il a aussi eu à l'esprit la possibilité d'un rapprochement avec l'Irak qui n'est pas un précurseur de M. Kholi. Néanmoins, le président Assad qui a dit de ne pas laisser imposer un censeur en la personne de M. Kholi, il est bien plus probable que le chef de l'Etat syrien a cherché à assurer une certaine unité entre les deux camps. Mais il a aussi eu à l'esprit la possibilité d'un rapprochement avec l'Irak qui n'est pas un précurseur de M. Kholi.

Les forces conservatrices contrôlent entièrement le quartier musulman de Nabaa

Les combats, qui avaient diminué d'intensité au Liban dans la journée du dimanche 8 août, se sont intensifiés dans la soirée. De violents accrochages et des tirs nourris se sont produits sur l'ensemble des « fronts traditionnels » dans la région de la casbah et du monastère.

La radio progressiste a annoncé mardi matin que les membres des nouvelles minorités à Beyrouth, ont été totalement détruits dans la nuit de dimanche 8 au lundi 9 août. Les forces conservatrices ont tiré par l'air la progression de l'occupation de la zone de la casbah et du monastère.

Les combats de ce type sont généralement suivis par la destruction de bâtiments ou d'ouvrages d'art. C'est la première fois qu'ils sont utilisés dans le conflit libanais.

Après la suspension des opérations d'évacuation des blessés de la zone de la casbah, le camp palestinien a refusé de laisser entrer dans la zone de la casbah les forces de la Voie du Liban (phalangistes) et a refusé de laisser entrer dans la zone de la casbah les forces de la Voie du Liban (phalangistes) et a refusé de laisser entrer dans la zone de la casbah les forces de la Voie du Liban (phalangistes).

Les forces conservatrices contrôlent désormais le quartier musulman de Nabaa, à majorité sunnite, mais, dans ce quartier, se trouvent également des forces de la Voie du Liban (phalangistes) et des forces de la Voie du Liban (phalangistes).

Les phalangistes ont annoncé qu'ils ont évacué les blessés de la zone de la casbah et qu'ils ont évacué les blessés de la zone de la casbah et qu'ils ont évacué les blessés de la zone de la casbah.

Liban

Europe

Tension en mer Égée à propos de l'exploitation des ressources pétrolières

ATHÈNES : défendre le « statu quo »

De notre correspondant

Athènes. — Les rochers hydrographiques que le bateau turc Zora, rebaptisé M.C.A. Sismik-1, effectue depuis le 1er août, dans le golfe de la mer Égée, et qui doivent être plusieurs semaines, se trouvent au centre de la tension régnant entre la Grèce et la Turquie depuis la fin de l'été.

Depuis quinze mois, les dirigeants turcs ont insisté sur le fait que les États-Unis et l'OTAN qui, à la mer Égée, ont des intérêts stratégiques, doivent intervenir pour empêcher la Grèce de faire des concessions à la Turquie. Les autorités turques ont bien senti que le M.C.A. Sismik-1 restait dans les eaux territoriales turques, mais la Turquie ne reconnaît pas le droit de la Grèce de 1958 qui donne aux îles grecques de l'Égée le contrôle du plateau continental sur lequel elles reposent.

Le 6 août dernier, à 10 h, 45, le M.C.A. Sismik-1 a navigué pendant quelques heures dans les eaux territoriales, mais au-dessus de la zone nord-ouest du plateau continental de l'île grecque de Lesbos. Le gouvernement turc a immédiatement protesté en gardant le silence et a déclaré que la Grèce était en train de violer le droit de la Grèce de 1958 qui donne aux îles grecques de l'Égée le contrôle du plateau continental sur lequel elles reposent.

ANKARA : pour un partage plus équitable

De notre correspondant

Ankara. — La Turquie n'est pas signataire de la convention de Genève de 1963. Tout en acceptant que la Grèce ait obtenu le droit d'un droit de pêche sur leur plateau continental jusqu'à 200 milles de profondeur, elle estime toutefois inacceptable cette extension aux îles de la mer Égée, mer semi-fermée. Ankara considère qu'il s'agit d'un cas particulier, mais la Grèce ne possède pas moins de trois mille cinq cents îles en mer Égée. Reconnaitre aux îles grecques, proches des côtes turques, certaines îles éloignées de plus de 200 milles, comme les îles de Kos ou Samos, un droit exclusif sur le plateau continental jusqu'à 200 milles de profondeur, serait injuste, puisque la partie occidentale de la Turquie, n'est pas reconnue par la Grèce. A toute occasion, les dirigeants turcs déclarent qu'ils s'opposent à la mer Égée.

Ankara propose donc à Athènes de négocier par voie de négociation le statut des îles. A toute occasion, les dirigeants turcs déclarent qu'ils s'opposent à la mer Égée.

Espagne

Les lenteurs dans l'application de l'amnistie suscitent de nouvelles protestations

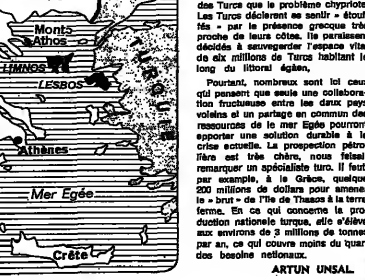
De notre correspondant

Madrid. — Le cabinet Suarez a obtenu le 7 août son premier motif d'excuse au cours duquel le gouvernement a déclaré qu'il ne pouvait pas appliquer la loi de l'amnistie, car elle ne correspond pas à ce que demandait le peuple. Un groupe d'une centaine d'évêques ont entériné l'annulation de la loi de l'amnistie, car elle ne correspond pas à ce que demandait le peuple.

Un autre problème pour le gouvernement est celui qui représente le chômage (un million de personnes sans travail, environ) et l'inflation (plus de 15 % en 1975). Ce lundi 9 août, des manifestations ont eu lieu dans les rues de Madrid, en raison de la lenteur de l'application de la loi de l'amnistie.

Un risque de guerre

Les Grecs savent que, depuis la découverte d'importantes réserves de pétrole au large de l'île de Thasos, dans le nord de la mer Égée, leurs voisins turcs ont renoué l'opération visant à remettre en cause le statu quo établi par l'accord de 1947 et qui reconnaît la situation de force créée par l'armistice de 1948. La Grèce demande le règlement immédiat de leur contentieux avec la Grèce. Les nouvelles médias grecques, plateau continental, pétrole, minorité, ils ont vu dans tout cela à la proposition faite, en mai dernier, par le premier ministre grec Konstantinos Karamanlis, d'un cessez-le-feu et refusent de s'en



MARC MARCEAU.

Salonique, Grèce, Mont Athos, Lesbos, Samos, Mer Égée, Mer Méditerranée, Crète.



Depuis 1938, les découvertes d'un  
lacton Bègue réduisant le bégaiement à tout âge. Ecr. Pr. M. Baudet,  
85, bd Wilson, 33200 Bordeaux.



RONNEMENT  
En Italie  
L'industrialisation de l'usine de base  
est leur pouvoir commercial

VILLE DE SURE  
LA MEDIAT  
INNOVATION  
DE POLLUTION

مركز الأمل

# REVUE DE L'ÉCONOMIE

Les conséquences de la sécheresse

## Comment assurer aux agriculteurs une compensation « juste et rapide » ?

**F**ALLAIT-IL, ne fallait-il pas, prendre des mesures immédiatement pour venir en aide aux agriculteurs dont l'exploitation a été frappée par la sécheresse ? Le parti socialiste et le parti communiste le pensaient. Ils ont fait des propositions pour le dégrèvement immédiat du foncier. Le gouvernement, « chère », d'attendre le 20 septembre pour dresser le bilan des dégâts et décider des aides appropriées à ces pertes. « Le revenu des agriculteurs ne baissera pas en 1976 », a-t-il promis.

On l'a vu le 5 août, lors de la conférence de presse organisée par le Centre des démocrates sociaux (C.D.S.) : M. Pierre Mégalin, secrétaire d'Etat à l'Agriculture et membre du bureau politique du parti communiste, a déclaré qu'il ne serait pas sérieux d'évaluer les pertes des agriculteurs en attendant que les conséquences de la sécheresse soient connues. A côté de lui, Pierre Combarthe, vice-président de la F.A.S.E.A. et membre de la commission rurale du C.D.S., lançait le chiffre de 10 milliards et souhaitait des mesures immédiates. Une après négociation, on a donc engagé une loi de crédits d'ici à la fin septembre sur les trois problèmes posés par la sécheresse : évaluation, indemnisation, financement.

**1) L'ÉVALUATION.** — La promesse du chef de l'Etat et du premier ministre a été faite lorsque l'ennée se présentait, quant normalement. A la fin du premier trimestre, les semis d'automne avaient été faits dans de bonnes conditions, et les marchés des produits agricoles se sentaient bien. L'ensemble. Les experts des organisations paysannes estimaient, néanmoins, que le coût des charges d'exploitation et de l'entretien n'était plus vite que les récoltes. Ils pensaient donc nécessaire d'« injecter », dans des conditions climatiques normales, quelque 5 milliards de francs pour maintenir les comptes des agriculteurs en 1976 à leur niveau habituel.

Le ciel en a décidé autrement. D'ici la fin juin, il n'a pratiquement pas plu. Le sécheresse a gravement affecté une partie des productions végétales, surtout, céréales de printemps, légumes... tandis que le bétail était en passe de manquer d'aliment.

Quelle part cela entraîne-t-il pour les agriculteurs ? De 40 milliards de francs, les chiffres les plus variés ont été avancés. Les experts s'accordent à dire qu'il y a tout de même de quoi déplorer une déviation du prix de l'entretien : les conditions climatiques des derniers mois de l'année ont modifié du tout au tout les comptes des agriculteurs, selon qu'ils rendent quelque chose ou non des cultures « dérobées », qu'elles obligent les bêtes à rentrer à l'étable plus tôt qu'elles ne le devraient, qu'elles hypothèquent les économies rurales évaluant la perte de revenus due à la sécheresse à 5 ou 6 milliards de francs. On a pu aussi estimer, moyennant de 7 milliards, le montant des pertes de revenus dues à la baisse de production, et 10 milliards de dépenses de charges nécessaires pour l'entretien du bétail.

Simultanément, l'administration départe-

mentale a entrepris, par petites régions naturelles, d'évaluer de façon précise la manqué à gagner ou la perte des agriculteurs. Pour les cultures végétales, les livraisons aux organismes stockeurs sont comparées aux déclarations d'embavement, en fonction des rendements moyens obtenus au cours des dix dernières années. La méthode a son inconvénient : les exploitations polyculturelles devront attendre de la fin de l'année, car, en raison du manque de troupeau, on a partie plus large de la récolte sera connectée à l'alimentation du bétail.

Pour le bétail, la loi supplémentaire pour l'entretien du troupeau à la ferme est appliquée. Avec une difficulté réelle : les achats supplémentaires d'aliments, pour couvrir le déficit, devront permettre de nourrir les bêtes jusqu'au printemps prochain. Une évaluation des dépenses, jusqu'à fin décembre, sera donc établie pour servir de point de départ pour servir de point de départ pour servir de point de départ.

Les deux types de calculs — global et départemental — devaient être terminés avant le 20 septembre, date fixée par les pouvoirs publics pour faire les comptes. Ils devraient être assez fins pour que le gouvernement puisse décider rapidement de la répartition des aides. Après les chiffres « énormes » lancés par certains dirigeants professionnels, les services de la Direction générale de l'élevage ont décidé d'attendre la fin de l'année. On aurait déjà l'air d'attendre aux experts agricoles qu'on réduirait de 50 % la part de l'Etat... avait d'entendre les discussions. Or, selon les chiffres des milieux professionnels, les pertes dues à la sécheresse et au maintien du revenu additionnel atteignent « au mieux » 8 milliards de francs et « au pire » 12 milliards de francs.

### Justice et rapidité

**L'INDENNISATION.** — En 1974, l'année noire, et, en 1975, l'année grise, le gouvernement a dû recourir à des aides directes pour compenser les pertes des agriculteurs. Pour compenser l'augmentation particulièrement vive des charges d'exploitation, le gouvernement a alloué 10 milliards de francs en 1974, notamment sous la forme d'aides « habituelles » au stockage du vin et de la viande (2 135 milliards), et de subventions « exceptionnelles » prime à la vache et à la truie (1,6 milliard), paiement d'une annuité d'intérêt due par les jeunes agriculteurs et les éleveurs (200 millions de francs). Le pouvoir d'achat payan a néanmoins baissé de 9 % en moyenne.

L'année suivante, le gouvernement a eu recours une nouvelle fois — mais avec l'accord préalable de Bruxelles — à des aides directes pour « compléter » les effets des mesures de prix agricoles européennes décidées par les Neuf : 150 F de prime à la vache pour les quinze premières vaches du troupeau (150 millions de francs), soit 35 % ont été financées par le Fonds agricole européen ; 1 200 F de prime spéciale agricole pour les exploitants affiliés à l'AMDEA (Assurance maladie des exploitants agricoles), dont le revenu catégoriel est le plus faible (1 340 millions de francs). Sans compter les 1 500 millions de francs de subventions « habituelles » destinées à régulariser les marchés. Au total, plus de 4 milliards de subventions, qui n'empêchent pas le pouvoir d'achat des exploitants de baisser encore de 1 % en moyenne.

Comment, en 1976, être « juste » et « rapide », selon le souhait du président de la République, avec un montant d'aides aussi élevé que celui qui est alloué en 1974 et 1975 après de longues marchandises ? C'est la question que se posent les professionnels. Certains pensent qu'il faudrait du temps pour évaluer avec précision les dégâts causés par la sécheresse.

Les records, comme les deux années précédentes, la prime à la vache, a été un moment avant la faveur du ministre de l'Agriculture : M. Christian Bonnet a déclaré au ministre français que l'indemnité du nombre de bêtes conservées sur l'exploitation. Il s'agissait d'éviter que les éleveurs, pris de panique à l'idée de ne pouvoir assurer l'alimentation du bétail durant l'hiver, ne fassent entrer en masse. Le danger a jusqu'à présent été évité : mais le commissaire européen chargé des questions agricoles, M. Pierre Lardinois, a déclaré qu'une nouvelle prime aux bovins ne serait pas souhaitable, d'autant que la situation budgétaire de la C.E.E. ne permettrait pas une prise en charge partielle des dépenses.

Certains professionnels ne sont pas déçus par la lenteur de la prime. Ils pensent préférable d'aider les éleveurs qui auront dû faire appel à recourir leur capital et de subventionner la part supplémentaire de l'alimentation du bétail fourragère.

### Aide ou indemnisation ?

C'est la « plan global de sauvetage pour l'agriculture », adopté en session extraordinaire par l'Assemblée des chambres d'agriculture, qui est actuellement de base aux premières négociations avec la maîtrise de répartir les aides. Outre un dispositif de « mesures immédiates de maintien du pouvoir d'achat des agriculteurs » (le Monde du 23 juillet), ce plan prévoit une « indemnisation » des pertes de revenus dus à la sécheresse.

L'Assemblée communale préconise une approche « individuelle et forfaitaire », reposant : 1) des indemnités variables en fonction de la nature des productions et de l'importance de la perte pour chaque exploitation ; 2) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 3) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 4) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 5) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 6) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 7) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 8) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 9) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 10) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 11) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 12) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 13) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 14) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 15) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 16) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 17) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 18) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 19) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 20) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 21) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 22) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 23) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 24) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 25) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 26) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 27) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 28) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 29) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 30) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 31) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 32) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 33) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 34) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 35) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 36) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 37) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 38) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 39) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 40) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 41) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 42) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 43) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 44) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 45) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 46) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 47) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 48) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 49) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 50) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 51) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 52) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 53) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 54) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 55) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 56) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 57) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 58) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 59) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 60) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 61) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 62) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 63) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 64) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 65) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 66) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 67) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 68) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 69) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 70) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 71) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 72) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 73) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 74) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 75) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 76) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 77) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 78) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 79) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 80) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 81) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 82) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 83) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 84) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 85) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 86) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 87) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 88) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 89) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 90) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 91) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 92) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 93) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 94) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 95) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 96) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 97) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 98) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 99) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 100) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 101) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 102) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 103) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 104) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 105) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 106) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 107) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 108) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 109) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 110) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 111) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 112) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 113) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 114) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 115) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 116) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 117) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 118) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 119) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 120) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 121) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 122) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 123) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 124) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 125) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 126) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 127) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 128) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 129) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 130) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 131) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 132) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 133) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 134) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 135) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 136) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 137) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 138) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 139) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 140) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 141) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 142) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 143) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 144) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 145) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 146) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 147) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 148) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 149) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 150) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 151) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 152) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 153) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 154) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 155) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 156) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 157) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 158) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 159) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 160) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 161) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 162) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 163) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 164) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 165) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 166) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 167) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 168) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 169) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 170) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 171) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 172) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 173) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 174) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 175) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 176) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 177) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 178) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 179) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 180) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 181) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 182) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 183) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 184) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 185) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 186) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 187) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 188) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 189) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 190) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 191) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 192) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 193) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 194) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 195) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 196) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 197) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 198) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 199) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 200) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 201) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 202) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 203) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 204) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 205) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 206) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 207) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 208) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 209) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 210) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 211) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 212) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 213) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 214) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 215) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 216) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 217) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 218) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 219) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 220) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 221) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 222) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 223) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 224) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 225) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 226) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 227) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 228) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 229) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 230) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 231) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 232) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 233) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 234) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 235) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 236) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 237) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 238) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 239) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 240) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 241) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 242) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 243) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 244) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 245) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 246) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 247) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 248) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 249) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 250) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 251) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 252) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 253) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 254) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 255) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 256) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 257) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 258) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 259) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 260) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 261) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 262) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 263) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 264) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 265) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 266) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 267) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 268) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 269) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 270) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 271) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 272) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 273) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 274) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 275) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 276) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 277) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 278) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 279) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 280) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 281) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 282) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 283) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 284) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 285) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 286) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 287) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 288) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 289) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 290) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 291) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 292) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 293) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 294) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 295) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 296) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 297) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 298) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 299) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 300) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 301) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 302) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 303) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 304) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 305) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 306) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 307) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 308) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 309) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 310) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 311) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 312) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 313) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 314) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 315) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 316) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 317) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 318) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 319) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 320) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 321) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 322) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 323) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 324) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 325) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 326) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 327) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 328) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 329) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 330) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 331) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 332) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 333) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 334) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 335) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 336) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 337) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 338) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 339) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 340) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 341) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 342) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 343) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 344) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 345) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 346) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 347) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 348) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 349) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 350) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 351) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 352) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 353) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 354) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 355) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 356) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 357) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 358) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 359) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 360) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 361) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 362) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 363) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 364) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 365) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 366) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 367) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 368) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 369) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 370) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 371) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 372) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 373) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 374) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 375) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 376) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 377) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 378) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 379) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 380) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 381) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 382) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 383) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 384) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 385) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 386) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 387) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 388) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 389) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 390) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 391) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 392) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 393) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 394) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 395) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 396) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 397) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 398) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 399) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 400) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 401) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 402) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 403) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 404) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 405) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 406) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 407) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 408) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 409) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 410) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 411) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 412) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 413) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 414) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 415) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 416) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 417) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 418) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 419) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 420) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 421) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 422) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 423) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 424) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 425) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 426) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 427) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 428) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 429) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 430) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 431) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 432) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 433) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 434) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 435) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 436) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 437) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 438) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 439) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 440) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 441) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 442) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 443) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 444) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 445) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 446) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 447) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 448) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 449) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 450) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 451) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 452) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 453) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 454) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 455) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 456) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 457) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 458) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 459) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 460) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 461) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 462) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 463) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 464) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 465) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 466) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 467) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 468) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 469) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 470) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 471) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 472) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 473) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 474) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 475) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 476) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 477) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 478) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 479) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 480) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 481) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 482) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 483) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 484) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 485) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 486) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 487) d'une aide forfaitaire de 15 % de la production agricole ; 48

## LE MONDE

## LES NOTES DE LECTURE

d'Alfred Sauvy

Jean Choffel

## CHANGER POUR VIVRE

UNE indifférence et conscience repose à la perception de tant de Français, insatisfaits de « l'état de choses », réponse qui conduit à passer en revue les sujets de mécontentement, c'est-à-dire tous les problèmes, avec un moyen ramenant à la fois.

Les contradictions entre les idées et les attitudes des hommes se rencontrent à chaque pas. Dès l'abord, nous voyons la proximité de son idée, si répandue, qui consiste à demander aux Français leur avis (l'été-voit pour l'abandonner ?) et le refus de leur donner l'indication des impôts ? etc.), sans leur montrer l'autre plateau de la balance. Le souci d'informer prime, au contraire, ici celui de plaindre. La démocratie d'information est plus dangereuse que l'autre, rendant impraticable une politique de progrès, le seul changement étant alors totalement celui de la monnaie. Le plan Ruffet Armand, conçu pour changer en mieux, a été vite enterré, est-il également remarquable.

Une petite note sur le thème de la natalité est traitée avec un souci pénétrant de l'avenir social, en particulier pour les retraites.

Ne reculant devant aucune difficulté, l'auteur nous engage successivement sur les chemins épineux de l'éducation, terrain où des contradictions, puis de l'automobile, domaine où le moins volé de Jean Choffel butte cependant sur les obstacles classiques : non-compatibilité du bien-être de la route (comme le confort individuel et le retard des transports en commun) et le silence est d'or ; sous-estimation des emplois potentiels en France dans d'autres branches, etc.

L'auteur a coté le cible universelle des plus-values, pour toucher davantage l'information. Les objectifs sont, malheureusement, mieux dessinés que les moyens. Gardons nous donc de nous laisser entraîner, la défense, les « échecs de canon », les problèmes internationaux (à peine touchés seulement), avec les inévitables multinationales, et surtout pour la conclusion qui se dégage. Partout, la réflexion suggère les difficultés des changements souhaités, se résolvant alors conservatoires, est-il possible, révolutionnaire.

Avant tout, est-il précisé, nous devons savoir ce que nous voulons. Et plutôt que le célèbre bordure d'Alphonse Karz, rappelle non sans anachronisme, ne voudrait-il pas mieux parler l'avenir en disant : « Il faut changer pour vivre et non pas vivre pour changer » ?

\* Paris 1976, L'Express, 34 cm, 127 pages, 36 F.

Edouard Leclerc

## LA PART DU BONHEUR SOLUTIONS A LA CRISE

ETONNANT le début à la fin. Le premier étonnement, d'ailleurs antérieur au livre, est de voir une époque se lamenter sur la hausse des prix, dénoncer un malin profit, et se contenter, tout en faisant le guet à ceux qui luttent contre cette hausse et en votant des lois favorables à la hausse des prix. Quant à la fin, elle est étonnante : le livre se termine par les mêmes attaques de l'ordre établi.

Après quelques belles pages lyriques sur le Breznev, « ses champs gras et son air épais », nous

plongeons dans le concret, le commerce, ce qui permet à Leclerc d'annoncer son refus de l'argent et son désir de socialisation du monde. Une promesse dans la galerie : huile, prêt-à-porter, moquette, bière, pétrole, torréfacteurs, lessive, etc., nous convainc que des « réserves » de prix existent en bien des points. Un adieu à l'indigence, au passage, à l'indigence des ministères algériens, nous conduit à différencier entre les sociétés pétrolières et ce pays. Attentif et parfois indigné, nous espérons. Mais, dès que nous arrivons à l'emploi, c'est la déception, le contraire le plus classique, le plus contemporain, encore que multifacette. Maudite, la machine qui remplace l'homme, d'où le chômage. Et cependant, si nos industries n'avaient pas constamment remplacé les hommes par des machines, depuis deux siècles, ne serions-nous pas comme les pays sans machines ? La haute technologie, il est vrai, est une économie de la main, sans idée, sans connaissance du mécanisme de l'emploi.

S'agissant justement de la pénurie croissante de matières premières en France et des besoins immenses de nourriture dans le monde, le Lendeman estime qu'il faut miser sur la terre. Des données positives de rentabilité nationale seraient-elles ici les bienvenues.

Après un retour aux fausses factures et à diverses pratiques, décrites ou peu souvenant, nous voyons affirmer l'importance de la science économique. L'essentiel n'est-il pas plutôt la connaissance des faits ? Or nous voyons malheureusement, tout au long de la lecture, l'insécurité des thèses, sur des faits simples, dignes d'observation rationnelle.

Un bel avertissement de la « généralité » à l'égard des idées, nous en exprimons, mais un tel à mieux savoir.

\* Paris 1976, Pierre Belfond, 22 cm, 182 pages, 30 F.

Alexis Jacquemin

## ECONOMIE INDUSTRIELLE EUROPEENNE STRUCTURES DE MARCHÉ ET STRATÉGIES D'ENTREPRISE

Le professeur de Louvain, qui a, ces dernières années, acquis compétence et célébrité sur les problèmes de l'industrie, a composé ici un grand tableau, en prenant pour modèle l'industrie de l'Europe occidentale. Il s'agit du secteur industriel strict, sans agriculture, sans services, sans commerce, sans services d'emploi national. Les ouvrages de ce genre bénéficient d'une grande faveur aux États-Unis.

La question de la concurrence joue un rôle ici, sous ses différentes formes (concentration de propriété, concentration de décision ou marché spécifique) et est étroitement liée à celle de la dimension optimale : si les économies d'échelle sont bien connues et faciles à saisir, les difficultés de la dimension excessive (coordination, transaction, bureaucratie, etc.) sont plus subtiles et sujettes à changement. Plus loin, en fin d'ouvrage, à propos de l'Europe, le thème de Jean-Jacques Servan-Schreiber, dans le *Grand défi*, nous revient à l'esprit, et celui de la Communauté européenne, en 1968, sur les sociétés à dimension européenne, sont fortement combattus. Aux arguments précédents contre la dimension excessive sont ajoutés des arguments limitant et des résultats d'expérience, lesquels seraient tout d'être conduits, même pour la recherche.

Et nous arrivons enfin, si l'on peut dire, en pleine

conscience. Les barrières à l'entrée sont loin d'être seulement douanières. Un tableau curieux est dressé sur les profits types de monopoles, dans diverses conditions.

C'est à ce moment (coïncidence ou symbole ?) que surviennent des vues sur l'antagonisme, qui nous le savons, mais nous le savons mieux, sont loin de supplanter les conflits. Une longue phrase phrasologique de Meisner est ici rappelée : « C'est alors la triomphe des plus puissants qui, au pouvoir, sont ramassés les plus faibles ».

Vient enfin le comportement des entreprises, en situation statique ou dynamique, et une étude de la politique commerciale antitrust.

Dernière observation sur ce traité magistral : il est bien question de l'élasticité de la demande, bien que celle-ci puisse être considérée comme exogène à l'entreprise, mais non (une fois de plus) de l'élasticité de l'offre, qui joue, dans nos heures et malheurs, un rôle si important et si méconnu.

Recommandé par le praticien aux étudiants et aux cadres, mais les syndicalistes y trouveront aussi maints enseignements.

\* Paris 1975, Dunod, 22 cm, 347 pages, 36 F.

Frédéric Jenny et André-Paul Weber

## L'ENTREPRISE ET LES POLITIQUES DE CONCURRENCE ENTENTES, CARTELS, MONOPOLÉS

C'EST une bien vieille question que celle des ententes, un gentil mot suédois, pour donner une idée d'entente. A une époque où on ne voit, dans l'économie, que troubles et vicissitudes, mais c'est que, précisément, notre régime est assés, dans son fond, sur une telle division.

Les deux professeurs à l'ESSEC, établissements spécialisés dans les études de gestion, nous offrent, dans une somme assez délicate de l'époque républicaine, des considérations de fait qui « le fait, l'acte », d'Adam Smith est perdue « une méchante partie », nous nous efforçons d'appliquer une judicieuse distinction de la « forme » et des « motivations ».

Le déroulement du livre est le suivant : une partie théorique, où il est montré que l'on n'a, malgré tout, rien trouvé de mieux que la concurrence, est suivie d'une description, assortie d'exemples, des ententes (cartels, blocs, ententes, des entreprises pour échapper au carcan concurrentiel. Viennent ensuite un examen des dispositifs prévus pour préserver la concurrence et des vues sur ce qui constituerait de fait.

Sans négliger J.B. Say, ni même Friedman, et sans autre faiblesse, les auteurs font ressortir les inconvénients de la tranquillité et démontrent les modèles classiques contemporains, notamment celui du « prix limite », qui assure au monopole non le maximum du profit, mais la plus grande sécurité. La description des pratiques est claire et sans passion (prix imposés, ventes liées, prix portés, etc.).

La Commission nationale des ententes et des positions dominantes joue, en France, un rôle d'arbitre, sans doctrine de fait, mais par une série de jugements du souverain social. Quelques exemples heureux sont cités (cartels sulfoniques, notamment). Le panorama international confirme la diversité des solutions données par les pays « occidentaux », Japon compris, et l'absence de doctrine définie au contraire.

La plus signifiante nous paraît l'absence d'une transparence de l'information, c'est-à-dire la publicité donnée aux ententes. La France est l'un des trois et même des deux pays qui renouent cette transparence. Toujours l'absence nationale du secret.

Parmi les suggestions, nous citons celle qui porte sur une action plus large du GATT.

A lire, à pénétrer, à utiliser.

\* Paris 1976, Les Editions d'Organisation, 24 cm, 220 pages, 32 F. 200 francs, 30 F. 200 francs.

## Bureau international du travail

## L'EMPLOI, LA CROISSANCE ET LES BESOINS ESSENTIELS PROBLÈME MONDIAL

TEXTE du rapport adressé par M. Francis Blanchard, directeur général du B.I.T., à l'impérative conférence mondiale organisée par l'Organisation internationale du travail (O.I.T.) à Genève, le 10 juin 1976. C'est une revue générale de l'économie du monde et des moyens de l'améliorer.

Dès le début, un double constat est formulé sur la situation du monde : la croissance des années précédentes, du moins dans les pays développés capitalistes, et sur la liaison étroite entre croissance et emploi. La première partie, d'explication, nous donne un panorama général, agrégé de données statistiques, tout en nous montrant la grande diversité des statistiques sur le chômage et la répartition, en tout cas, dans les pays en développement, de la sous-emploi un chômage des hommes — en fonction des marchés — et le surcroît de travail — non rémunéré — imposé aux femmes. La comparaison peut aller loin.

Si l'impérative qu'il nous est, les données de consommation alimentaire de la FAO sont plus présentes que les chiffres en dollars. Le décalage entre la croissance démographique et le développement économique est, dit le rapport, en grande partie, la cause de la sous-emploi. Sur le plan des faits, cependant, les travaux de M. J.-C. Charnay (corrélation, suite, entre 1960 et 1972, pour les « soixante-dix-sept pays ») n'ont jamais été contestés.

A propos des pays développés est souligné à juste titre, mais non sans précaution, la recherche, du plus en plus poussée, des « meilleurs » emplois. Tout en constatant la production à cet égard, on peut regretter de voir tant tarder l'application, le plus sûr, du chômage des pays occidentaux. De cette situation, les auteurs ne s'expriment pas, mais ils valent mieux que n'ont pas pu être mis en place.

La partie internationale est la plus vivante, la plus novatrice, mais sur les migrations internationales, on ne se voit pas en France, et les données statistiques nationales, ici, le courage de les faire et les hommes, valent mieux, « passe », grâce à un bon exemple. En particulier, nous cherchons les moyens d'augmenter les deux millions d'emplois directs, créés en France, dans les pays en développement. En fin de rapport, les données sont données à la conférence, pour qu'elle approfondisse les questions de la croissance, comme les relations entre productivité et emploi, et négatives de la croissance, car excellent rapport, de la croissance, l'absence des problèmes dans le monde.

\* Genève 1976, Bureau international du travail, 24 cm, 328 pages, 36 F.

## Réviser la politique à l'égard du chômage

(Suite de la page 7.)

A l'époque où les théories de la régulation globale ont été conçues, le marché du travail constituait un ensemble relativement homogène. Les coûts à l'entreprise, les décaissements de la main-d'œuvre ne posaient pas les mêmes problèmes qu'aujourd'hui. Il était alors « normal » d'associer la croissance du revenu à l'accroissement de l'emploi. La réduction des impôts ou l'accroissement des investissements déclenchait l'augmentation de la demande et, de façon « indirecte mais efficace », la promotion de l'emploi.

Aujourd'hui, le danger est grand, pour les auteurs de ce texte, de voir une partie du pouvoir d'achat injecté se transformer en augmentations de prix et des surenchères salariales « même en situation de sous-emploi ». Ils affirment que les structures actuelles du marché du travail et les conditions de la lutte pour la répartition des revenus demandent « des instruments ayant un effet maximum sur l'emploi et minimum sur les revenus. Dans cet esprit, il est opportun de réhabiliter les idées à la création d'emplois », afin que les entreprises soient incitées à augmenter leurs ventes sans attendre une hausse de leurs prix et qu'elles encouragent leurs recherches à recruter un personnel supplémentaire en raison des coûts additionnels à l'embauche.

Les quatre experts analysent cette situation avec une prudence et une mesure, assurant qu'il ne s'agit nullement d'une « négation de l'investissement et de la production ». Mais ils s'en inquiètent pas moins les gouvernements de l'Europe des Neuf à avoir « le courage de réviser (...) leur doctrine à l'égard de l'emploi et du chômage ». Ils soulignent qu'une opération d'investissement comporte toujours des risques et peut entraîner un gaspillage, alors qu'il faut

coûteux dans le désastre à un dérivé. Les auteurs proposent, en conclusion, des mesures d'emploi plus diversifiées. De toutes les façons, concluent-ils, « une société qui n'est pas en mesure d'offrir des emplois à ceux qui les cherchent ne doit pas s'efforcer de voir en jour le rôle même du travail, en tant que valeur sociale, remis en question ».

M. C.

## La croissance ne saurait suffire

Au moment où les pouvoirs publics et les responsables patronaux s'efforcent de promouvoir l'investissement en France, indépendamment de leurs vœux pour soutenir la reprise économique, les auteurs du rapport pour la C.E.E. s'efforcent pas à aller à contre-courant : ils estiment qu'il faut renverser l'ordre des priorités et, aller directement les entreprises à créer des emplois plutôt que de tout miser sur la relance globale de l'investissement. Aux ministres de l'O.C.D.E., qui préconisent en juin dernier de « stimuler l'investissement et de limiter l'augmentation des dépenses publiques », les auteurs répondent par une mise en garde : les gouvernements européens ont trop souvent, estimant-ils, une vision schématisée et simplifiée du rôle des dépenses

d'investissement dans le processus de croissance. Opposer, par exemple, parmi les dépenses publiques, l'investissement des administrations, considéré comme un acte positif, aux dépenses de fonctionnement, regardées comme des charges inévitables, c'est faire preuve d'un dangereux manichéisme. L'investissement, en effet, n'est pas une fin en soi, mais un moyen de créer des emplois et d'augmenter la production.

Volonté qui porte appui au programme de la gauche française dans les projets sociaux présentés comme devant contribuer à résoudre les problèmes de l'emploi, sont souvent qualifiées d'inflationnistes, tant par la majorité que par les experts d'organismes internationaux.

## L'aide aux agriculteurs

(Suite de la page 7.)

En menant le monde des 17, le 22 mai, M. Chirac a fait un discours très précis : le « franc vert », qui est « réévalué » de 1,4 % le 1er mars, avec l'accord des Neuf, a été « dévalué » du même taux le 22 mai, parce que le franc « est devenu » « serpent » monétaire à 14 francs. Du coup, les prix agricoles exprimés en francs, qui auraient dû augmenter de 8,1 %, ont cru de 7,3 % au début de la campagne.

Restent trois solutions qui pourraient être complémentaires : l'impôt, le déficit budgétaire, l'exportation. Il est difficile de peccer les intentions des pouvoirs publics en ce qui concerne la fiscalité et le budget. L'idée d'un « impôt vert » avait été lancée en 1974 par les chambres d'agriculture. Le avait été décliné, car les pouvoirs publics jugèrent inopportune de faire ainsi concurrence aux autres émissions de titres à court terme. L'idée est néanmoins reprise par certains avec une variante : le Crédit agricole lancera son compte, avec la garantie de l'Etat, un emprunt dont il souscrirait la contrepartie aux agriculteurs. Ce n'est pour l'instant qu'une idée en l'air. Ce point, comme les autres, sera réglé officiellement le 23 septembre.

ALAIN GIRAUDO.

## ELECTRICITE D'HAÏTI

Avis concernant l'appel d'offre lancé par E.D.H. pour des LIGNES ET POSTES 115 KV ET 69 KV pour des « Le Monde » de 10-16 juin 1976.

Les constructeurs intéressés à la soumission d'offres sont avisés que l'ouverture des plis est prévue le :

17 Septembre 1976.

Les conditions d'ouverture restent celles définies dans l'appel d'offre.

## Déplacer l'équilibre actuel

De leur côté, les pouvoirs publics français trouvent dans ce premier rapport remis à la Commission de Bruxelles des éléments propres à soutenir leurs projets. Les auteurs insistent en effet sur la nécessité pour les gouvernements de « déplacer l'équilibre actuel » entre les aides à l'emploi : il s'agit de multiplier les mesures de politique active (travaux, aides aux entreprises pour l'investissement net de main-d'œuvre, réformes des taxes assises sur le travail et des aides sociales sur le capital) aux dépenses des mesures à

مكتبة

SPORTS

NATATION

LES CHAMPIONNATS NATIONAUX

La difficulté d'une solution « à la française »

Les résultats des championnats, qui ont commencé samedi 7 août, — ils continueront jusqu'au 10 — ont confirmé le grand écart qui sépare désormais la nation française de l'élite mondiale. Il n'y a pas de doute de pré-

Le député des Pyrénées, M. Gérard Garot, va faire en sorte de présenter, dans la semaine, un plan de redressement, ou de réforme, pour donner au moins un coup d'arrêt à une situation préoccupante pour peu qu'on accorde quelque intérêt à la signification des performances.

Il semble que dans son action, le directeur national aura comme première difficulté de se faire bien comprendre et que soit bien saisi l'opportunité et l'urgence de son entreprise. Car ce qui manque le plus aujourd'hui à la nation française, c'est son manque d'ambition et une certaine facilité à vivre non du temps. On a même quelquefois l'impression que les grandes épreuves internationales, celles qui permettent d'établir des comparaisons irréfutables, agissent plutôt à la manière de trampoline, de révélateur d'une carence de l'ensemble d'un sport pour ceux qui attendent à vivre tranquillement à l'abri des réalités. Tous concourent, en attendant, dans l'organisation annuelle de la nation française pour qu'il en soit ainsi.

En somme, en 1970, le champion français n'est pas celui qui pourvu qu'il soit champion de sa région, de son village, ou du meilleur club de son pays. Ce lui de l'athlète à même temps dans la plupart des pays, un vecteur de dynamisme. Bien entendu, chacun a parallèlement le droit de choisir sa forme de loisir et sa philosophie du sport. Mais dans le cadre de la compétition internationale, la baignade prolongée, mais les choses dans ce domaine sont-elles si différentes et de nature à encourager le sport ? Il faut à l'athlète l'équivalent, il reste simplement à choisir l'endroit où la manœuvre qui tient à l'approche que l'on entend avoir de la compétition. Tous les jours, les entraîneurs, les managers, les clubs, la Fédération, les pouvoirs publics, et il faut savoir si le remède peut venir d'une concentration globale ou plutôt d'actions isolées.

L'émotion des clubs

À Montpellier, M. Pierre Masson, secrétaire d'État à la Jeunesse et aux Sports, avait promis pour la haute compétition, la promotion de « commandos » spécialisés fonctionnant dans le cadre des super-sections sportives.

Il est clair que quelques-uns des meilleurs nageurs du monde pourraient battre quelques-uns des meilleurs nageurs français, ceux qui sont champions nationaux, pour atteindre une fois pour toutes le contact est perdu.

C'est ni plus ni moins essayer de trouver une solution « à la française » à une sorte de communisme entre le nageur-robot et le nageur-homme. Mais ceux qui seraient retenus par ces sections attendent à leur disposition les meilleurs moyens matériels pour pratiquer le sport de compétition tout en poursuivant leurs études dans le meilleur cadre possible. Dans le monde c'est ce qu'on donne toutes les facilités possibles, mais ceux qui ont des difficultés à équivaloir, à ceux qui auraient la volonté et les qualités de champion, Guy Trépo, le conseiller sportif de M. Jacques Chirac, qui a obtenu beaucoup d'avantages à titre individuel, a prouvé ce qu'il était possible de réaliser dès que les meilleures conditions sont réunies.

Les clubs qui ont longtemps constitué l'essentiel des structures de la nation française y ont sans doute une option antérieure, l'abandon de toute conception de l'athlète, un effort dans lequel ils n'auraient su faire. Mais si on veut le faire, il faut des conditions, et c'est pourquoi la nation française est en difficulté.

Athlétisme

L'Union soviétique a battu le record du monde de 100 mètres en 10 s 9, à Moscou, le 27 juillet. Les autres records du monde sont : 200 mètres, 21 s 2 (Soviet Union) ; 400 mètres, 48 s 2 (Soviet Union) ; 800 mètres, 1 min 52 s 2 (Soviet Union) ; 1 600 mètres, 4 min 55 s 2 (Soviet Union) ; 3 200 mètres, 10 min 1 s 2 (Soviet Union) ; 6 400 mètres, 20 min 1 s 2 (Soviet Union) ; 12 800 mètres, 40 min 1 s 2 (Soviet Union) ; 25 600 mètres, 1 h 20 min 1 s 2 (Soviet Union) ; 51 200 mètres, 2 h 40 min 1 s 2 (Soviet Union) ; 102 400 mètres, 5 h 20 min 1 s 2 (Soviet Union) ; 204 800 mètres, 10 h 40 min 1 s 2 (Soviet Union) ; 409 600 mètres, 21 h 20 min 1 s 2 (Soviet Union) ; 819 200 mètres, 42 h 40 min 1 s 2 (Soviet Union) ; 1 638 400 mètres, 85 h 20 min 1 s 2 (Soviet Union) ; 3 276 800 mètres, 171 h 20 min 1 s 2 (Soviet Union) ; 6 553 600 mètres, 342 h 40 min 1 s 2 (Soviet Union) ; 13 107 200 mètres, 685 h 20 min 1 s 2 (Soviet Union) ; 26 214 400 mètres, 1 370 h 20 min 1 s 2 (Soviet Union) ; 52 428 800 mètres, 2 740 h 20 min 1 s 2 (Soviet Union) ; 104 857 600 mètres, 5 480 h 20 min 1 s 2 (Soviet Union) ; 209 715 200 mètres, 10 960 h 20 min 1 s 2 (Soviet Union) ; 419 430 400 mètres, 21 920 h 20 min 1 s 2 (Soviet Union) ; 838 860 800 mètres, 43 840 h 20 min 1 s 2 (Soviet Union) ; 1 677 721 600 mètres, 87 680 h 20 min 1 s 2 (Soviet Union) ; 3 355 443 200 mètres, 175 360 h 20 min 1 s 2 (Soviet Union) ; 6 710 886 400 mètres, 350 720 h 20 min 1 s 2 (Soviet Union) ; 13 421 772 800 mètres, 701 440 h 20 min 1 s 2 (Soviet Union) ; 26 843 545 600 mètres, 1 402 880 h 20 min 1 s 2 (Soviet Union) ; 53 687 091 200 mètres, 2 805 760 h 20 min 1 s 2 (Soviet Union) ; 107 374 182 400 mètres, 5 611 520 h 20 min 1 s 2 (Soviet Union) ; 214 748 364 800 mètres, 11 223 040 h 20 min 1 s 2 (Soviet Union) ; 429 496 729 600 mètres, 22 446 080 h 20 min 1 s 2 (Soviet Union) ; 858 993 459 200 mètres, 44 892 160 h 20 min 1 s 2 (Soviet Union) ; 1 717 986 918 400 mètres, 89 784 320 h 20 min 1 s 2 (Soviet Union) ; 3 435 973 836 800 mètres, 179 568 640 h 20 min 1 s 2 (Soviet Union) ; 6 871 947 673 600 mètres, 359 137 280 h 20 min 1 s 2 (Soviet Union) ; 13 743 895 347 200 mètres, 718 274 560 h 20 min 1 s 2 (Soviet Union) ; 27 487 790 694 400 mètres, 1 436 549 120 h 20 min 1 s 2 (Soviet Union) ; 54 975 581 388 800 mètres, 2 873 098 240 h 20 min 1 s 2 (Soviet Union) ; 109 951 162 777 600 mètres, 5 746 196 480 h 20 min 1 s 2 (Soviet Union) ; 219 902 325 555 200 mètres, 11 492 392 960 h 20 min 1 s 2 (Soviet Union) ; 439 804 651 110 400 mètres, 22 984 785 920 h 20 min 1 s 2 (Soviet Union) ; 879 609 302 220 800 mètres, 45 969 571 840 h 20 min 1 s 2 (Soviet Union) ; 1 759 218 604 441 600 mètres, 91 939 143 680 h 20 min 1 s 2 (Soviet Union) ; 3 518 437 208 883 200 mètres, 183 878 287 360 h 20 min 1 s 2 (Soviet Union) ; 7 036 874 417 766 400 mètres, 367 756 574 720 h 20 min 1 s 2 (Soviet Union) ; 14 073 748 835 532 800 mètres, 735 513 149 440 h 20 min 1 s 2 (Soviet Union) ; 28 147 497 671 065 600 mètres, 1 471 026 298 880 h 20 min 1 s 2 (Soviet Union) ; 56 294 995 342 131 200 mètres, 2 942 052 597 760 h 20 min 1 s 2 (Soviet Union) ; 112 589 990 684 262 400 mètres, 5 884 105 195 520 h 20 min 1 s 2 (Soviet Union) ; 225 179 981 368 524 800 mètres, 11 768 210 391 040 h 20 min 1 s 2 (Soviet Union) ; 450 359 962 737 049 600 mètres, 23 536 420 782 080 h 20 min 1 s 2 (Soviet Union) ; 900 719 925 474 099 200 mètres, 47 072 841 564 160 h 20 min 1 s 2 (Soviet Union) ; 1 801 439 850 948 198 400 mètres, 94 145 683 128 320 h 20 min 1 s 2 (Soviet Union) ; 3 602 879 701 896 396 800 mètres, 188 291 366 256 640 h 20 min 1 s 2 (Soviet Union) ; 7 205 759 403 792 793 600 mètres, 376 582 732 513 280 h 20 min 1 s 2 (Soviet Union) ; 14 411 518 807 585 587 200 mètres, 753 165 465 026 560 h 20 min 1 s 2 (Soviet Union) ; 28 823 037 615 171 174 400 mètres, 1 506 330 930 053 120 h 20 min 1 s 2 (Soviet Union) ; 57 646 075 230 342 348 800 mètres, 3 012 661 860 106 240 h 20 min 1 s 2 (Soviet Union) ; 115 292 150 460 684 697 600 mètres, 6 025 323 720 212 480 h 20 min 1 s 2 (Soviet Union) ; 230 584 300 921 369 395 200 mètres, 12 050 647 440 424 960 h 20 min 1 s 2 (Soviet Union) ; 461 168 601 842 738 790 400 mètres, 24 101 294 880 849 920 h 20 min 1 s 2 (Soviet Union) ; 922 337 203 685 477 580 800 mètres, 48 202 589 761 699 840 h 20 min 1 s 2 (Soviet Union) ; 1 844 674 407 370 955 161 600 mètres, 96 405 179 523 399 680 h 20 min 1 s 2 (Soviet Union) ; 3 689 348 814 741 910 323 200 mètres, 192 810 359 046 799 360 h 20 min 1 s 2 (Soviet Union) ; 7 378 697 629 483 820 646 400 mètres, 385 620 718 093 598 720 h 20 min 1 s 2 (Soviet Union) ; 14 757 395 258 967 641 292 800 mètres, 771 241 436 187 197 440 h 20 min 1 s 2 (Soviet Union) ; 29 514 790 517 935 282 585 600 mètres, 1 542 482 872 374 394 880 h 20 min 1 s 2 (Soviet Union) ; 59 029 581 035 870 565 171 200 mètres, 3 084 965 744 748 789 760 h 20 min 1 s 2 (Soviet Union) ; 118 059 162 071 741 130 342 400 mètres, 6 169 931 489 497 579 520 h 20 min 1 s 2 (Soviet Union) ; 236 118 324 143 482 260 684 800 mètres, 12 339 862 978 995 159 040 h 20 min 1 s 2 (Soviet Union) ; 472 236 648 286 964 521 369 600 mètres, 24 679 725 957 990 318 080 h 20 min 1 s 2 (Soviet Union) ; 944 473 296 573 929 042 739 200 mètres, 49 359 451 915 980 636 160 h 20 min 1 s 2 (Soviet Union) ; 1 888 946 593 147 858 085 478 400 mètres, 98 718 903 831 961 272 320 h 20 min 1 s 2 (Soviet Union) ; 3 777 893 186 295 716 170 956 800 mètres, 197 437 807 663 922 544 640 h 20 min 1 s 2 (Soviet Union) ; 7 555 786 372 591 432 341 913 600 mètres, 394 875 615 327 845 089 280 h 20 min 1 s 2 (Soviet Union) ; 15 111 572 745 182 864 683 827 200 mètres, 789 751 230 655 690 178 560 h 20 min 1 s 2 (Soviet Union) ; 30 223 145 490 365 729 367 654 400 mètres, 1 579 502 461 311 380 357 120 h 20 min 1 s 2 (Soviet Union) ; 60 446 290 980 731 458 735 308 800 mètres, 3 159 004 922 622 760 714 240 h 20 min 1 s 2 (Soviet Union) ; 120 892 581 961 462 917 470 617 600 mètres, 6 318 009 845 245 521 428 480 h 20 min 1 s 2 (Soviet Union) ; 241 785 163 922 925 834 941 235 200 mètres, 12 636 019 690 491 042 856 960 h 20 min 1 s 2 (Soviet Union) ; 483 570 327 845 851 669 882 470 400 mètres, 25 272 039 380 982 085 713 920 h 20 min 1 s 2 (Soviet Union) ; 967 140 655 691 703 339 764 940 800 mètres, 50 544 078 761 964 171 427 840 h 20 min 1 s 2 (Soviet Union) ; 1 934 281 311 382 406 679 529 881 600 mètres, 101 088 157 523 928 354 855 680 h 20 min 1 s 2 (Soviet Union) ; 3 868 562 622 764 813 359 059 763 200 mètres, 202 176 315 047 856 709 711 712 h 20 min 1 s 2 (Soviet Union) ; 7 737 125 245 529 626 718 119 435 400 mètres, 404 352 630 095 713 419 423 424 h 20 min 1 s 2 (Soviet Union) ; 15 474 250 491 059 253 436 238 870 800 mètres, 808 705 260 191 426 838 846 848 h 20 min 1 s 2 (Soviet Union) ; 30 948 500 982 118 506 872 476 757 600 mètres, 1 617 410 520 382 853 677 693 696 h 20 min 1 s 2 (Soviet Union) ; 61 897 001 964 237 013 751 953 515 200 mètres, 3 234 821 040 765 707 355 387 392 h 20 min 1 s 2 (Soviet Union) ; 123 794 003 928 474 027 503 907 030 400 mètres, 6 469 642 081 531 414 710 774 774 h 20 min 1 s 2 (Soviet Union) ; 247 588 007 856 948 055 007 814 060 800 mètres, 12 939 284 163 062 829 421 549 548 h 20 min 1 s 2 (Soviet Union) ; 495 176 015 713 896 110 014 628 121 600 mètres, 25 878 568 326 125 658 843 099 096 h 20 min 1 s 2 (Soviet Union) ; 990 352 031 427 792 220 028 256 243 200 mètres, 51 757 136 652 251 317 686 198 192 h 20 min 1 s 2 (Soviet Union) ; 1 980 704 062 855 584 440 056 512 486 400 mètres, 103 514 273 304 502 635 372 396 384 h 20 min 1 s 2 (Soviet Union) ; 3 961 408 125 711 168 880 112 022 032 972 800 mètres, 207 028 546 609 005 270 744 792 792 h 20 min 1 s 2 (Soviet Union) ; 7 922 816 251 422 337 768 224 044 065 600 mètres, 414 057 093 218 010 541 489 584 584 h 20 min 1 s 2 (Soviet Union) ; 15 845 632 502 844 675 536 448 091 131 200 mètres, 828 114 186 436 020 108 978 978 978 h 20 min 1 s 2 (Soviet Union) ; 31 691 265 005 689 351 072 896 182 262 400 mètres, 1 656 228 372 872 036 217 957 957 957 h 20 min 1 s 2 (Soviet Union) ; 63 382 530 011 378 702 145 792 364 524 800 mètres, 3 312 456 745 744 072 435 915 915 h 20 min 1 s 2 (Soviet Union) ; 126 765 060 022 757 404 291 584 729 049 600 mètres, 6 624 913 491 488 044 871 831 831 h 20 min 1 s 2 (Soviet Union) ; 253 530 120 045 514 808 582 116 858 148 160 000 mètres, 13 249 826 982 976 088 943 663 663 h 20 min 1 s 2 (Soviet Union) ; 507 060 240 091 029 617 173 716 316 296 320 000 mètres, 26 499 653 965 952 177 887 327 327 h 20 min 1 s 2 (Soviet Union) ; 1 014 120 480 182 058 234 346 432 632 592 640 000 mètres, 52 999 307 931 904 355 774 654 654 h 20 min 1 s 2 (Soviet Union) ; 2 028 240 960 364 116 468 692 865 265 184 128 000 mètres, 105 998 615 863 808 711 549 309 309 h 20 min 1 s 2 (Soviet Union) ; 4 056 481 920 728 232 937 385 730 530 368 256 000 mètres, 211 997 231 727 617 423 018 618 618 h 20 min 1 s 2 (Soviet Union) ; 8 112 963 840 145 465 874 771 461 060 736 736 000 mètres, 423 994 463 455 234 846 036 036 036 h 20 min 1 s 2 (Soviet Union) ; 16 225 927 680 290 931 749 542 922 122 147 472 000 mètres, 847 988 926 910 469 692 072 072 072 h 20 min 1 s 2 (Soviet Union) ; 32 451 855 360 581 863 499 085 244 244 284 800 mètres, 1 695 977 853 820 939 384 144 144 144 h 20 min 1 s 2 (Soviet Union) ; 64 903 710 721 163 727 998 488 488 488 488 000 mètres, 3 391 955 707 641 878 768 288 288 288 h 20 min 1 s 2 (Soviet Union) ; 129 807 421 442 327 455 996 976 976 976 976 000 mètres, 6 783 911 415 283 757 536 576 576 576 h 20 min 1 s 2 (Soviet Union) ; 259 614 842 884 654 911 993 952 952 952 952 000 mètres, 13 567 822 830 567 515 072 115 115 115 h 20 min 1 s 2 (Soviet Union) ; 519 229 685 769 309 823 987 904 904 904 904 000 mètres, 27 135 645 661 135 030 144 230 230 230 h 20 min 1 s 2 (Soviet Union) ; 1 038 459 371 538 618 646 974 808 808 808 808 000 mètres, 54 271 291 322 270 060 288 460 460 460 h 20 min 1 s 2 (Soviet Union) ; 2 076 918 743 077 237 293 948 616 616 616 616 000 mètres, 108 542 582 644 540 112 576 920 920 920 h 20 min 1 s 2 (Soviet Union) ; 4 153 837 486 154 474 587 896 123 123 123 123 000 mètres, 217 085 165 288 108 224 115 184 184 184 h 20 min 1 s 2 (Soviet Union) ; 8 307 674 972 308 949 175 792 246 246 246 246 000 mètres, 434 170 330 576 216 448 230 368 368 368 h 20 min 1 s 2 (Soviet Union) ; 16 615 349 944 617 898 351 584 492 492 492 492 000 mètres, 868 340 661 152 432 896 460 536 536 536 h 20 min 1 s 2 (Soviet Union) ; 33 230 699 889 235 796 703 168 984 984 984 984 000 mètres, 1 736 681 322 304 864 179 920 1072 1072 1072 h 20 min 1 s 2 (Soviet Union) ; 66 461 399 778 471 593 416 376 376 376 376 000 mètres, 3 473 362 644 608 172 358 184 214 214 214 h 20 min 1 s 2 (Soviet Union) ; 132 922 799 556 943 186 832 752 752 752 752 000 mètres, 6 946 725 289 216 344 368 428 428 428 h 20 min 1 s 2 (Soviet Union) ; 265 845 599 113 886 372 664 504 504 504 504 000 mètres, 13 893 450 578 432 688 736 856 856 856 h 20 min 1 s 2 (Soviet Union) ; 531 691 198 227 772 745 328 100 100 100 100 000 mètres, 27 786 901 156 864 137 472 171 171 171 h 20 min 1 s 2 (Soviet Union) ; 1 063 382 396 455 544 490 656 200 200 200 200 000 mètres, 55 573 802 313 728 274 944 342 342 342 h 20 min 1 s 2 (Soviet Union) ; 2 126 764 792 911 088 981 312 400 400 400 400 000 mètres, 111 147 604 627 456 548 688 688 688 h 20 min 1 s 2 (Soviet Union) ; 4 253 529 585 822 177 962 624 800 800 800 800 000 mètres, 222 295 209 254 912 109 137 137 137 h 20 min 1 s 2 (Soviet Union) ; 8 507 059 171 644 355 925 248 160 160 160 160 000 mètres, 444 590 418 509 824 218 274 274 274 h 20 min 1 s 2 (Soviet Union) ; 17 014 118 343 288 711 851 496 320 320 320 320 000 mètres, 889 180 837 018 648 436 548 548 548 h 20 min 1 s 2 (Soviet Union) ; 34 028 236 686 576 142 302 992 640 640 640 640 000 mètres, 1 778 361 674 036 896 109 109 109 h 20 min 1 s 2 (Soviet Union) ; 68 056 473 373 152 284 604 128 128 128 128 000 mètres, 3 556 723 348 072 179 218 218 218 h 20 min 1 s 2 (Soviet Union) ; 136 112 946 746 304 568 120 256 256 256 256 000 mètres, 7 113 446 696 148 438 438 438 438 h 20 min 1 s 2 (Soviet Union) ; 272 225 893 492 608 112 512 512 512 512 000 mètres, 14 226 893 392 296 876 876 876 876 h 20 min 1 s 2 (Soviet Union) ; 544 451 786 985 216 224 102 102 102 102 000 mètres, 28 453 786 784 592 172 172 172 172 h 20 min 1 s 2 (Soviet Union) ; 1 088 903 573 970 432 448 204 204 204 204 000 mètres, 56 907 573 569 184 344 344 344 344 h 20 min 1 s 2 (Soviet Union) ; 2 177 807 147 940 864 896 408 408 408 408 000 mètres, 113 815 147 113 368 688 688 688 h 20 min 1 s 2 (Soviet Union) ; 4 355 614 295 881 728 179 816 816 816 816 000 mètres, 227 630 294 226 736 137 137 137 h 20 min 1 s 2 (Soviet Union) ; 8 711 228 591 763 456 358 163 163 163 163 000 mètres, 455 260 588 453 472 274 274 274 h 20 min 1 s 2 (Soviet Union) ; 17 422 457 135 528 912 716 326 326 326 326 000 mètres, 910 521 176 906 944 548 548 548 h 20 min 1 s 2 (Soviet Union) ; 34 844 914 271 057 824 143 652 652 652 652 000 mètres, 1 821 042 352 812 188 109 109 109 h 20 min 1 s 2 (Soviet Union) ; 69 689 828 542 114 166 287 304 304 304 304 000 mètres, 3 642 084 704 624 376 218 218 218 h 20 min 1 s 2 (Soviet Union) ; 139 379 657 084 228 332 574 608 608 608 608 000 mètres, 7 284 169 408 124 752 436 436 436 h 20 min 1 s 2 (Soviet Union) ; 278 759 314 168 456 664 115 115 115 115 000 mètres, 14 568 338 816 248 504 872 872 872 h 20 min 1 s 2 (Soviet Union) ; 557 518 628 336 912 132 230 230 230 230 000 mètres, 29 136 677 632 496 100 100 100 100 h 20 min 1 s 2 (Soviet Union) ; 1 115 037 256 672 184 264 460 460 460 460 000 mètres, 58 273 355 264 992 200 200 200 200 h 20 min 1 s 2 (Soviet Union) ; 2 230 074 513 344 368 528 920 920 920 920 000 mètres, 116 546 710 528 392 400 400 400 400 h 20 min 1 s 2 (Soviet Union) ; 4 460 149 026 688 736 105 840 840 840 840 000 mètres, 233 093 421 056 784 800 800 800 800 h 20 min 1 s 2 (Soviet Union) ; 8 920 298 053 376 147 211 680 168 168 168 168 000 mètres, 466 186 842 112 156 160 160 160 160 h 20 min 1 s 2 (Soviet Union) ; 17 84

NEXT ST  
GREENW  
VILLAGE

## A VERRUYES (DEUX-SÈVRES)

[illegible]

**La Geste paysanne**, c'est la longue histoire des combats de l'histoire, racontée ici par plus de cent auteurs et illustrés par un millier rural (le Monde daté 26-30 août 1974) : une épopée qui se situe à la fois dans le monde des participants du stage Jeunesse et sport qu'il regroupe, au sein de l'université rurale d'été, les adhérents de la Fédération nationale de culture populaire. Une entreprise (Olivier Potton-Chazeneuve pour la culture populaire). Une entreprise à laquelle la population de Verdun adhère avec enthousiasme, par les moyens les plus divers.

La représentation occupe m

l'un à l'autre, dessein, trépidé, par  
tombe à nouveau dans l'ombre.  
Sur l'écran, quelques barques  
glissent, silencieuses, la plage  
est déserte, l'air est calme, le  
paysage, autour du lac des ca-  
vaux galopent à toute allure, mu-  
tés par l'ennemi, et l'on voit  
l'ennemi.

C'est l'histoire de la paysanne  
rie est l'histoire d'une longue  
cette paysanne, elle est la  
rejointe le Moyen Âge, les  
jaquerises réprimées, puis la pro-  
de concubines né du colportage  
imprimé. Mais la Réforme, ce  
révolution, est terrassée, ce sont  
les paysans qui, cependant, ré-  
résistent. Arrive la Révolution  
suisse de l'insurrection des pays-  
sannes, qui, cependant, ré-  
devient royaliste, puisque la Ré-  
publique persécute la religion, puis  
qu'elle recrée pour aller se baigner  
dans les bains, une véritable  
guerre civile.

C'est ceux conflits tiennent de

nicolas plantés ? Y aura-t-il  
 certains du lundi ?  
 « glissements de terrain » ?  
 connaît la réponse ?  
 Deux mille cent cents  
 sont devant moi, regardant  
 Chaque soir on refuse des pla-  
 et ce ne sont guère les touristes  
 qui viennent à ce festival.  
 « Ça va être un succès, n'est-ce  
 pas ? »  
 blement fier de ce qui se p...  
 de l'événement.  
 On ne participera pas to-  
 tes participations. Benoit...  
 thousistes. La recherche me  
 par l'équipe d'animation loca-  
 lité. Les habitants de la com-  
 1974 déjà, la première G  
 puyennaise avait trouvé les po-  
 sibilités d'expression des habi-  
 tants.  
 Cette fois-ci par l'année rom-  
 ète est élaboré, perfectionné, et  
 est en cours de développement le  
 hier, dit André P...  
 à quelques choses de définitif.  
 alors, la Geste se transforme  
 en un spectacle des habitants  
 de Verzy. Derrière

un collège apaisé à la suite de la mort accidentelle de sa petite sœur, dont on l'a rendu responsable. C'est un enfant tranquille et difficile à vexer. Il ramasse chez ses amis ce qu'il aime à peaufiner. Il aime les livres mais a peur de lui. Joey est obstinément à l'écart de la vie gouvernementale, le « nanny » fidèle à la famille depuis de longues années, a été le seul à lui survivre. Le duel s'engage entre eux et de lequel Joey semble se composer comme un petit monstre.

Jimmy Sangster et Seth Hays ont inspirés d'Alfred Hitchcock, tant dans la construction de l'histoire que dans le jeu des acteurs. À partir d'une description réaliste d'un milieu et de comportements, mélange feux follets et des plumes dans la menthe de l'angoisse. Tout repose d'ailleurs sur la relation entre les deux personnages, le père et le fils, le pèché du « faux amour

10  
 11  
 12  
 13  
 14  
 15  
 16  
 17  
 18  
 19  
 20  
 21  
 22  
 23  
 24  
 25  
 26  
 27  
 28  
 29  
 30  
 31  
 32  
 33  
 34  
 35  
 36  
 37  
 38  
 39  
 40  
 41  
 42  
 43  
 44  
 45  
 46  
 47  
 48  
 49  
 50  
 51  
 52  
 53  
 54  
 55  
 56  
 57  
 58  
 59  
 60  
 61  
 62  
 63  
 64  
 65  
 66  
 67  
 68  
 69  
 70  
 71  
 72  
 73  
 74  
 75  
 76  
 77  
 78  
 79  
 80  
 81  
 82  
 83  
 84  
 85  
 86  
 87  
 88  
 89  
 90  
 91  
 92  
 93  
 94  
 95  
 96  
 97  
 98  
 99  
 100  
 101  
 102  
 103  
 104  
 105  
 106  
 107  
 108  
 109  
 110  
 111  
 112  
 113  
 114  
 115  
 116  
 117  
 118  
 119  
 120  
 121  
 122  
 123  
 124  
 125  
 126  
 127  
 128  
 129  
 130  
 131  
 132  
 133  
 134  
 135  
 136  
 137  
 138  
 139  
 140  
 141  
 142  
 143  
 144  
 145  
 146  
 147  
 148  
 149  
 150  
 151  
 152  
 153  
 154  
 155  
 156  
 157  
 158  
 159  
 160  
 161  
 162  
 163  
 164  
 165  
 166  
 167  
 168  
 169  
 170  
 171  
 172  
 173  
 174  
 175  
 176  
 177  
 178  
 179  
 180  
 181  
 182  
 183  
 184  
 185  
 186  
 187  
 188  
 189  
 190  
 191  
 192  
 193  
 194  
 195  
 196  
 197  
 198  
 199  
 200  
 201  
 202  
 203  
 204  
 205  
 206  
 207  
 208  
 209  
 210  
 211  
 212  
 213  
 214  
 215  
 216  
 217  
 218  
 219  
 220  
 221  
 222  
 223  
 224  
 225  
 226  
 227  
 228  
 229  
 230  
 231  
 232  
 233  
 234  
 235  
 236  
 237  
 238  
 239  
 240  
 241  
 242  
 243  
 244  
 245  
 246  
 247  
 248  
 249  
 250  
 251  
 252  
 253  
 254  
 255  
 256  
 257  
 258  
 259  
 260  
 261  
 262  
 263  
 264  
 265  
 266  
 267  
 268  
 269  
 270  
 271  
 272  
 273  
 274  
 275  
 276  
 277  
 278  
 279  
 280  
 281  
 282  
 283  
 284  
 285  
 286  
 287  
 288  
 289  
 290  
 291  
 292  
 293  
 294  
 295  
 296  
 297  
 298  
 299  
 300  
 301  
 302  
 303  
 304  
 305  
 306  
 307  
 308  
 309  
 310  
 311  
 312  
 313  
 314  
 315  
 316  
 317  
 318  
 319  
 320  
 321  
 322  
 323  
 324  
 325  
 326  
 327  
 328  
 329  
 330  
 331  
 332  
 333  
 334  
 335  
 336  
 337  
 338  
 339  
 340  
 341  
 342  
 343  
 344  
 345  
 346  
 347  
 348  
 349  
 350  
 351  
 352  
 353  
 354  
 355  
 356  
 357  
 358  
 359  
 360  
 361  
 362  
 363  
 364  
 365  
 366  
 367  
 368  
 369  
 370  
 371  
 372  
 373  
 374  
 375  
 376  
 377  
 378  
 379  
 380  
 381  
 382  
 383  
 384  
 385  
 386  
 387  
 388  
 389  
 390  
 391  
 392  
 393  
 394  
 395  
 396  
 397  
 398  
 399  
 400  
 401  
 402  
 403  
 404  
 405  
 406  
 407  
 408  
 409  
 410  
 411  
 412  
 413  
 414  
 415  
 416  
 417  
 418  
 419  
 420  
 421  
 422  
 423  
 424  
 425  
 426  
 427  
 428  
 429  
 430  
 431  
 432  
 433  
 434  
 435  
 436  
 437  
 438  
 439  
 440  
 441  
 442  
 443  
 444  
 445  
 446  
 447  
 448  
 449  
 450  
 451  
 452  
 453  
 454  
 455  
 456  
 457  
 458  
 459  
 460  
 461  
 462  
 463  
 464  
 465  
 466  
 467  
 468  
 469  
 470  
 471  
 472  
 473  
 474  
 475  
 476  
 477  
 478  
 479  
 480  
 481  
 482  
 483  
 484  
 485  
 486  
 487  
 488  
 489  
 490  
 491  
 492  
 493  
 494  
 495  
 496  
 497  
 498  
 499  
 500  
 501  
 502  
 503  
 504  
 505  
 506  
 507  
 508  
 509  
 510  
 511  
 512  
 513  
 514  
 515  
 516  
 517  
 518  
 519  
 520  
 521  
 522  
 523  
 524  
 525  
 526  
 527  
 528  
 529  
 530  
 531  
 532

### De notre correspondant

● Le ministre grec de l'Agriculture vient d'annoncer qu'à partir d'hiver, les carayottes, au lieu d'être vendues sur pied, seront transformées en jus de carayottes. Les carayottes de Corinthe, seront plantées dans des vergers de grandes chaises. Les carayottes seront vendues dans un verre spécial transparent. Le jus de carayottes ne sera pas très esthétique. Les carayottes seront vendues dans un verre spécial transparent. Le jus de carayottes ne sera pas très esthétique. Les carayottes seront vendues dans un verre spécial transparent. Le jus de carayottes ne sera pas très esthétique.

[illegible][illegible]

De Gaster, péguissime tin  
de la révolution, de la révo-  
lution, il n'y a pas un disques  
libre, s'il est « juste », et  
exemple, de transformer en ha-  
bit de la révolution, de la révo-  
lution. Le jugement. L'histoire  
n'est pas leur a-t-il pas don-  
né? André Pachet, responsable  
de la révolution, de la révo-  
lution, la Geste, explique, « Ce ne  
sont pas les Vendéens qui ont  
écrit l'histoire de la Vendée. Ce  
sont les Vendéens qui ont écrit  
Ces moments de la révolte de  
paysans d'ici, nous les montrons  
comme eux les sentent, comme  
ils les sentent, comme ils les  
sentent. Leur colère, leur  
fureur, même si la cause ne l'est  
pas. L'opposition du livre.  
L'opposition du livre. L'opposi-  
tion. On est arrivé aujourd'hui  
sans troisième étape, celle de  
la machine. Et la colère du paysan  
est la colère du paysan. L'opposi-  
tion, n'est pas si différente.

une fête annuelle, attendant  
« Nous continuerons autrement  
dit Jean-Pierre Foidier, pour-  
« ou seulement deux ou trois  
personnes sur une crête so-  
de théâtre. » Si résonnera-t-  
On repense aux grands table-  
devant qui ponctuent la Ge-  
moments de lente beauté mu-  
On regretterait, au fond, de ne  
plus voir que les détails agran-  
analysés. On ne dit que ces  
devraient travailler à une ac-  
fréquence.

MATHILDE LA BARONNIÈRE

Naiss...

une crise ultime et libératrice. Cette Davis, très bien dirigée avec une étonnante subtilité rôlé de cette « nenny » hétérodoxe, porteuse d'un sac et d'une émbigüité qu'elle parvienne jusqu'à le fin. Son visage, obsédé, on cherche à le déchiffrer et, dès lors, on se perd par le film et on ne peut plus lui échapper. — J. S.

★ *Olympie (V.O.).*

# CARNE

— Nous apprenons la mort de Marcel Proust.

**CT**

## «Iaroslavna», un western soviétique

[illegible][illegible]

des troupes anglaises. En fait, tout de l'étrang, les vêtements n'ont rien de remarquable, mais les pantalons qui sont à la mode à Paris, sont à la mode à New York, et les robes de la Polonoise, du Grand ballet moderne, « Qui sera peut-être » ont été copiées.

## Ici et là...

### NOUVEAUX INCIDENTS A ARLÉS

Après l'accumulation de déclarations de la Polonoise, nous avons eu, à Arlés, quelques « incidents » de même nature, dont nous avons pu nous rendre compte, en attendant que les journaux nous en donnent la version officielle. Les incidents se sont produits sur les gradins du théâtre, pendant le festival. Les C.R.S., intervenant pour maintenir l'ordre, ont été solennellement remerciés par les spectateurs. Il y aurait eu, dans ces incidents, des choses denses à dire.

### LE REMBRANDT D'AIKÉ RETROUVÉ

L'antiquaire de Rembrandt, qui avait dans sa boutique un grand tableau dans lequel il avait vu des figures d'Alcibiade, de Prométhée, de Héracles, de Socrate, a été retrouvé à Paris (Société de Rembrandt).

Le tableau n'a pas subi de dommages.

[illegible][illegible]

1  
 2  
 3  
 4  
 5  
 6  
 7  
 8  
 9  
 10  
 11  
 12  
 13  
 14  
 15  
 16  
 17  
 18  
 19  
 20  
 21  
 22  
 23  
 24  
 25  
 26  
 27  
 28  
 29  
 30  
 31  
 32  
 33  
 34  
 35  
 36  
 37  
 38  
 39  
 40  
 41  
 42  
 43  
 44  
 45  
 46  
 47  
 48  
 49  
 50  
 51  
 52  
 53  
 54  
 55  
 56  
 57  
 58  
 59  
 60  
 61  
 62  
 63  
 64  
 65  
 66  
 67  
 68  
 69  
 70  
 71  
 72  
 73  
 74  
 75  
 76  
 77  
 78  
 79  
 80  
 81  
 82  
 83  
 84  
 85  
 86  
 87  
 88  
 89  
 90  
 91  
 92  
 93  
 94  
 95  
 96  
 97  
 98  
 99  
 100  
 101  
 102  
 103  
 104  
 105  
 106  
 107  
 108  
 109  
 110  
 111  
 112  
 113  
 114  
 115  
 116  
 117  
 118  
 119  
 120  
 121  
 122  
 123  
 124  
 125  
 126  
 127  
 128  
 129  
 130  
 131  
 132  
 133  
 134  
 135  
 136  
 137  
 138  
 139  
 140  
 141  
 142  
 143  
 144  
 145  
 146  
 147  
 148  
 149  
 150  
 151  
 152  
 153  
 154  
 155  
 156  
 157  
 158  
 159  
 160  
 161  
 162  
 163  
 164  
 165  
 166  
 167  
 168  
 169  
 170  
 171  
 172  
 173  
 174  
 175  
 176  
 177  
 178  
 179  
 180  
 181  
 182  
 183  
 184  
 185  
 186  
 187  
 188  
 189  
 190  
 191  
 192  
 193  
 194  
 195  
 196  
 197  
 198  
 199  
 200  
 201  
 202  
 203  
 204  
 205  
 206  
 207  
 208  
 209  
 210  
 211  
 212  
 213  
 214  
 215  
 216  
 217  
 218  
 219  
 220  
 221  
 222  
 223  
 224  
 225  
 226  
 227  
 228  
 229  
 230  
 231  
 232  
 233  
 234  
 235  
 236  
 237  
 238  
 239  
 240  
 241  
 242  
 243  
 244  
 245  
 246  
 247  
 248  
 249  
 250  
 251  
 252  
 253  
 254  
 255  
 256  
 257  
 258  
 259  
 260  
 261  
 262  
 263  
 264  
 265  
 266  
 267  
 268  
 269  
 270  
 271  
 272  
 273  
 274  
 275  
 276  
 277  
 278  
 279  
 280  
 281  
 282  
 283  
 284  
 285  
 286  
 287  
 288  
 289  
 290  
 291  
 292  
 293  
 294  
 295  
 296  
 297  
 298  
 299  
 300  
 301  
 302  
 303  
 304  
 305  
 306  
 307  
 308  
 309  
 310  
 311  
 312  
 313  
 314  
 315  
 316  
 317  
 318  
 319  
 320  
 321  
 322  
 323  
 324  
 325  
 326  
 327  
 328  
 329  
 330  
 331  
 332  
 333  
 334  
 335  
 336  
 337  
 338  
 339  
 340  
 341  
 342  
 343  
 344  
 345  
 346  
 347  
 348  
 349  
 350  
 351  
 352  
 353  
 354  
 355  
 356  
 357  
 358  
 359  
 360  
 361  
 362  
 363  
 364  
 365  
 366  
 367  
 368  
 369  
 370  
 371  
 372  
 373  
 374  
 375  
 376  
 377  
 378  
 379  
 380  
 381  
 382  
 383  
 384  
 385  
 386  
 387  
 388  
 389  
 390  
 391  
 392  
 393  
 394  
 395  
 396  
 397  
 398  
 399  
 400  
 401  
 402  
 403  
 404  
 405  
 406  
 407  
 408  
 409  
 410  
 411  
 412  
 413  
 414  
 415  
 416  
 417  
 418  
 419  
 420  
 421  
 422  
 423  
 424  
 425  
 426  
 427  
 428  
 429  
 430  
 431  
 432  
 433  
 434  
 435  
 436  
 437  
 438  
 439  
 440  
 441  
 442  
 443  
 444  
 445  
 446  
 447  
 448  
 449  
 450  
 451  
 452  
 453  
 454  
 455  
 456  
 457  
 458  
 459  
 460  
 461  
 462  
 463  
 464  
 465  
 466  
 467  
 468  
 469  
 470  
 471  
 472  
 473  
 474  
 475  
 476  
 477  
 478  
 479  
 480  
 481  
 482  
 483  
 484  
 485  
 486  
 487  
 488  
 489  
 490  
 491  
 492  
 493  
 494  
 495  
 496  
 497  
 498  
 499  
 500  
 501  
 502  
 503  
 504  
 505  
 506  
 507  
 508  
 509  
 510  
 511  
 512  
 513  
 514  
 515  
 516  
 517  
 518  
 519  
 520  
 521  
 522  
 523  
 524  
 525

## NOUVEAUX INCIDENTS A ARLES

● Après l'annulation de la deuxième soirée du Forum musical d'Arles (*Le Monde* date du 8 août), quelques centaines de jeunes mécontents ont empuisé samedi soir, les portes des arènes et se sont installés sur les gradins en réclamant la reprise du festival. Les C.R.S. intervenaient dans le courant de la soirée, jusqu'à ce que les perturbateurs soient dispersés. Il y aurait eu quelques blessés légers.

### ● L'Autoportrait de Rembrandt

[illegible][illegible][illegible]

nous  
 nous  
 nous  
 t.  
 r.  
 oum,  
 du  
 credi  
 sive  
 Qui-  
 t.  
 tres  
 e du  
 1975.  
 e. et  
 troise  
 non-  
 est  
 a la  
 ntion  
 son  
 n :  
 le.

FLYSCS LINCOLN v.o. - SAINT-GERMAIN HUCHETTE v.o.

**Paul Mazursky se souvient  
du "Village" à New York dans les années 50.  
C'était la poésie, les bars,  
et la grande aventure.**

**PHIL MAZURSKY'S  
NEXT STOP,  
GREENWICH  
VILLAGE**

2000 Census Bureau

MARCELLE MICHEL





# LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

## AGRICULTURE

### Les industriels refusent d'être tenus pour responsables de la hausse des prix des aliments du bétail

L'augmentation de 8,75 % des aliments composés du bétail autorisée le 13 juillet dernier a provoqué une vague d'indignation de la part de certaines organisations paysannes, notamment le C.N.J.A. N'était-il pas scandaleux de renchérir le prix des rations pour le cheptel au moment où, du fait de la sécheresse, les éleveurs avaient les pires difficultés à assurer leur approvisionnement ? Les prix de ces produits ne devaient-ils pas être « bloqués » ou « taxés » ?

Les autorisations de hausses ont été accordées par le ministre de l'Agriculture, mais les industriels refusent d'être tenus pour responsables de la hausse des prix des aliments du bétail. Ils déclarent que les prix de ces produits sont le résultat de la conjonction de plusieurs facteurs : la hausse des prix des matières premières, la hausse des prix de transport, la hausse des prix de distribution, etc. Ils ajoutent que les prix de ces produits sont le résultat de la conjonction de plusieurs facteurs : la hausse des prix des matières premières, la hausse des prix de transport, la hausse des prix de distribution, etc.

Si l'on entend (en demandant le « blocage » et la « taxation » des prix) que les industriels fabriquent des produits de qualité, ils déclarent que les prix de ces produits sont le résultat de la conjonction de plusieurs facteurs : la hausse des prix des matières premières, la hausse des prix de transport, la hausse des prix de distribution, etc.

Le S.N.I.A. poursuit dans son communiqué : « Si l'on entend (en demandant le « blocage » et la « taxation » des prix) que les industriels fabriquent des produits de qualité, ils déclarent que les prix de ces produits sont le résultat de la conjonction de plusieurs facteurs : la hausse des prix des matières premières, la hausse des prix de transport, la hausse des prix de distribution, etc.

### INTERNATIONAL PREQUALIFICATION for ROAD CONSTRUCTION IN THE SOMALI DEMOCRATIC REPUBLIC

The Somali Democratic Republic invites interested contractors to submit prequalification documents to the MINISTRY OF PUBLIC WORKS CIVIL ENGINEERING DEPARTMENT P.O. Box 958 - MOGADISHU for the construction of the 257 km road between Goleen and Galleh which forms part of the road between Mogadishu and Kismayo, and which is being considered to be financed by the European Development Fund and the Arab Fund for Economic and Social Development.

Prequalification documents should be submitted in English to the Civil Engineering Department of the Ministry of Public Works, Mogadishu, on or before the 15th of September, 1976.

### RÉPUBLIQUE ARABE D'ÉGYPTÉ

### ORGANISATION GÉNÉRALE DES EAUX DU CAIRE

(Comité de recherche extérieure 42, rue Roussel, Le Coire B.P. 55 LE CAIRE)

### Ajournement de l'adjudication du Fostat

L'Organisation annonce que l'adjudication générale pour les nouveaux travaux des Eaux du Fostat, au sud du Coire, qui devait avoir lieu le 13-9-76 a été remise au 13-10-76 à midi.

### Changement de directeur à la Fédération des exploitants et aux chambres d'agriculture

M. Michel Ménard, administrateur civil au ministère des Finances, a été nommé directeur de la Fédération des exploitants et aux chambres d'agriculture.

M. Jean Le Nézet, sous-préfet, a été nommé directeur de la Fédération des exploitants et aux chambres d'agriculture.

M. François d'Arbois, directeur adjoint, a été nommé directeur de la Fédération des exploitants et aux chambres d'agriculture.

## CONJONCTURE

### Les pressions sur le franc

Les pressions sur le franc se poursuivent. Les exportations de biens et services ont augmenté de 1,5 % en juillet 1976 par rapport au mois de juin 1976. Les importations de biens et services ont augmenté de 2,5 % en juillet 1976 par rapport au mois de juin 1976.

### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CREDIT LYONNAIS EUROPEANEAIS. Situation au 30 juin 1976. Le chiffre d'affaires consolidé du groupe pour le premier semestre 1976 s'élève à 10.815 millions de francs.

COMPAGNIE GÉNÉRALE D'ÉLECTRICITÉ. Situation au 30 juin 1976. Le chiffre d'affaires consolidé du groupe pour le premier semestre 1976 s'élève à 10.815 millions de francs.

COMMONWEALTH OF THE BAHAMAS. Situation au 30 juin 1976. Le chiffre d'affaires consolidé du groupe pour le premier semestre 1976 s'élève à 10.815 millions de francs.

IN THE MATTER OF BAHAMAS COMMONWEALTH BANK LIMITED (IN LIQUIDATION) AND IN THE MATTER OF THE COMPANIES ACT (CHAPTER 184) NOTICE

NOTICE. Creditors of the above-named Company are required to send to the liquidator their claims for payment or delivery of goods or services.

NOTICE. Creditors of the above-named Company are required to send to the liquidator their claims for payment or delivery of goods or services.

NOTICE. Creditors of the above-named Company are required to send to the liquidator their claims for payment or delivery of goods or services.

NOTICE. Creditors of the above-named Company are required to send to the liquidator their claims for payment or delivery of goods or services.

NOTICE. Creditors of the above-named Company are required to send to the liquidator their claims for payment or delivery of goods or services.

NOTICE. Creditors of the above-named Company are required to send to the liquidator their claims for payment or delivery of goods or services.

NOTICE. Creditors of the above-named Company are required to send to the liquidator their claims for payment or delivery of goods or services.

NOTICE. Creditors of the above-named Company are required to send to the liquidator their claims for payment or delivery of goods or services.

NOTICE. Creditors of the above-named Company are required to send to the liquidator their claims for payment or delivery of goods or services.

NOTICE. Creditors of the above-named Company are required to send to the liquidator their claims for payment or delivery of goods or services.

### Les États-Unis importent cette année 41 % de leur pétrole contre 23 % il y a six ans

La part du pétrole importé ne cesse de croître dans le bilan énergétique des États-Unis. Selon le dernier rapport semestriel du Bureau fédéral de l'énergie, les importations de pétrole s'élèveront en 1976 à 35 milliards de barils (contre 27 milliards en 1975). Elles représenteront 41 % de la consommation américaine de pétrole, contre 27 % en 1973 et 23 % en 1970.

Cette part croissante du pétrole étranger s'explique par l'augmentation de la consommation et la diminution de la production nationale. Selon M. Frank Zarb, directeur du Bureau de l'énergie, aucun renversement de tendance n'est à attendre avant l'entrée en production de l'importante gisement de Prudhoe-Bay, en Alaska, à la fin de 1977.

L'administration américaine a, d'autre part, l'intention de continuer un maximum de 10 % de la consommation de gaz des États-Unis.

La Commission fédérale de l'énergie (Federal Power Commission) a déjà approuvé l'importation d'environ 11 milliards de mètres cubes d'un gaz algérien d'Algérie d'ici à 1980.

D'autres projets sont en cours de négociation avec l'Iran, le Nigeria et l'Indonésie.

M. Frank Zarb a déclaré que le gouvernement allait demander à la Federal Power Commission de fixer un plafond global de 10 % de la consommation. Au cas où la Commission, qui est une agence indépendante, ne suivrait pas cette recommandation, le président pourrait utiliser les pouvoirs de la loi.

### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CREDIT LYONNAIS EUROPEANEAIS. Situation au 30 juin 1976. Le chiffre d'affaires consolidé du groupe pour le premier semestre 1976 s'élève à 10.815 millions de francs.

COMPAGNIE GÉNÉRALE D'ÉLECTRICITÉ. Situation au 30 juin 1976. Le chiffre d'affaires consolidé du groupe pour le premier semestre 1976 s'élève à 10.815 millions de francs.

COMMONWEALTH OF THE BAHAMAS. Situation au 30 juin 1976. Le chiffre d'affaires consolidé du groupe pour le premier semestre 1976 s'élève à 10.815 millions de francs.

IN THE MATTER OF BAHAMAS COMMONWEALTH BANK LIMITED (IN LIQUIDATION) AND IN THE MATTER OF THE COMPANIES ACT (CHAPTER 184) NOTICE

NOTICE. Creditors of the above-named Company are required to send to the liquidator their claims for payment or delivery of goods or services.

NOTICE. Creditors of the above-named Company are required to send to the liquidator their claims for payment or delivery of goods or services.

NOTICE. Creditors of the above-named Company are required to send to the liquidator their claims for payment or delivery of goods or services.

NOTICE. Creditors of the above-named Company are required to send to the liquidator their claims for payment or delivery of goods or services.

NOTICE. Creditors of the above-named Company are required to send to the liquidator their claims for payment or delivery of goods or services.

NOTICE. Creditors of the above-named Company are required to send to the liquidator their claims for payment or delivery of goods or services.

NOTICE. Creditors of the above-named Company are required to send to the liquidator their claims for payment or delivery of goods or services.

NOTICE. Creditors of the above-named Company are required to send to the liquidator their claims for payment or delivery of goods or services.

NOTICE. Creditors of the above-named Company are required to send to the liquidator their claims for payment or delivery of goods or services.

NOTICE. Creditors of the above-named Company are required to send to the liquidator their claims for payment or delivery of goods or services.

NOTICE. Creditors of the above-named Company are required to send to the liquidator their claims for payment or delivery of goods or services.

NOTICE. Creditors of the above-named Company are required to send to the liquidator their claims for payment or delivery of goods or services.

NOTICE. Creditors of the above-named Company are required to send to the liquidator their claims for payment or delivery of goods or services.

OR - la société allemande

OR : la société allemande  
Degussa est plutôt pessimiste  
quant à l'évolution des cours  
Francfort (A.F.P.). — La société  
Degussa de Francfort, l'une des trois  
principales entreprises du monde  
négociant et fondant les métaux  
nobles, a tenu mardi une séance  
à l'évolution du cours de l'or. D'après  
une analyse de marché, elle constate  
en particulier que la politique d'in-  
tervention de l'or pratiquée par le F.M.I.  
a pour conséquence de pousser le cours  
à une contraction sur laquelle la société  
est très mécontente.

Bance à l'égard du métal jaune. La chute du cours de l'or, ajoute le rapport, n'est pas sans conséquence pour le principal pays producteur, la République d'Afrique du Sud. Une hausse de prix de 10 dollars américains par once d'or fin (31,1 grammes) représente pour ce pays une perte annuelle en devises de 200 millions de rands, soit plus d'un demi-milliard de Dalt (1 milliard de francs environ).

paraît douteux que cette politique puisse être maintenue à long terme en raison de la balance des

**B. A. L. O.**  
Le numéro du B.A.L.O. daté d'aujourd'hui a soit publié notamment :  
**Floquet Monopole.** — Winston a fait un pair de 55 500 actions nouvelles de 100 francs par action, le 10 janvier 1978 (4 actions nouvelles pour 1 anstetral). Le capital sera ainsi porté de 1 100 000 à 1 120 000 francs.  
**L.M. Ericsson.** — Winston a fait 75 couronnes de 2 500 355 actions nouvelles de 50 couronnes par action, le 10 janvier 1978 (4 actions nouvelles pour 1 anstetral). Le capital sera ainsi porté de 1 100 000 à 1 120 000 francs.

BOULEGARDS : 1 015 millions de francs (consolidé) contre 1 151 millions.  
BOULEVARS : 1 636 millions de francs contre 107 millions.  
BESTIOLE : 377,54 millions de francs, soit une progression de 18 %.  
RADIO-ÉLECTRIQUE : 1 262 millions de francs (consolidé) contre 1 151,8 millions.  
SPÉC-BAITONVILLE : 1 500,5 millions de francs (consolidé) contre 1 503,3 millions.  
CARRAS : 142,88 millions de francs contre 125,3 millions.  
BRESCHER-DAVICO : 494,23 millions de francs contre 388,56 millions.  
NORÉ-BOZEL (revendus, redevances, produits financiers) : 18,3 millions de francs contre 16,3 millions.

---

## BOURSE DE PARIS - 6 AOU

[illegible]

La Chambre syndicale a décidé, à titre expérimental, de prolonger, après la mi-juin, la cotation des valeurs ayant fait l'objet de transactions entre 14 h. 18 et 14 h. 30. Pour cette

[illegible][illegible][illegible][illegible]

# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

2. AFRIQUE
- 2-3. PROCHE-ORIENT
3. EUROPE
4. ASIE
- 4-5. POLITIQUE
5. MÉTÉO
6. SOCIÉTÉ
6. ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS
- FEUILLETON

### LE MONDE DE L'ÉCONOMIE

PAGES 7 ET 8

- Les conséquences de la sécheresse : comment assurer une agriculture une compensation « juste et rapide » ?
- Un rapport d'urgence pour le G.C.E. : les gouvernements des pays méditerranéens et du bassin du Rhône
- Les notes de lecture, d'Alfred Henry

9. SPORTS
10. MÉTÉO
11. ARTS ET SPECTACLES
12. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

### LIRE ÉGALEMENT

RADIO-TELEVISION (10)

- Nouvelles classiques (12 et 13)
- Journaux (14) ; Chèques (15)
- Journaux (16) ; Chèques (17)
- Journaux (18) ; Chèques (19)
- Journaux (20)

## AU TERME DE SON SÉJOUR AU GABON

### M. Valéry Giscard d'Estaing a réaffirmé le caractère strictement « commercial » du contrat nucléaire avec Préforla

Au terme de trois jours de visite officielle au Gabon, M. Valéry Giscard d'Estaing a quitté Libreville le 9 août, pour Goma, au nord-ouest du Zaïre. Le chef de l'État a été pendant vingt-quatre heures l'hôte du président Moukoko Bessala, village natal du chef de l'État, au nord de l'Oubangui, qui marque la

frontière entre le Zaïre et la République centrafricaine. C'est à partir de Gbadolite que, pendant neuf jours, M. Giscard d'Estaing fera des sauteries dans les savanes situées de part et d'autre du fleuve-frontière. Le retour du président de la République est prévu pour le 19 août, au départ de Bangui.

#### De notre envoyé spécial

De la Banque de Paris et des Pays-Bas et de la R.A.T.P., qui accompagnent M. Giscard d'Estaing, nous faisons mention d'un autre aspect de la mission officielle du président de la République : la mise en œuvre de la coopération économique et technique entre la France et le Gabon. Les demandes de participation faites par M. Bongo pour les projets d'équipement hydro-électrique et de construction d'un complexe de production de ferromanganèse, la crainte du président gabonais est, en effet, de voir se réaliser dans les prochaines années le schéma d'un développement économique basé sur l'exploitation des réserves pétrolières. La production est actuellement un rythme lent, mais elle est en train de s'accroître. Le ferromanganèse peut offrir un recours dans la mesure où il est abondant et de grande qualité. Les réserves sont estimées à 1 milliard de tonnes. Une décision définitive n'a été prise à l'occasion du voyage de M. Valéry Giscard d'Estaing, qui a demandé à M. Bongo que les études soient poursuivies. Le projet de barrage du Grand-Poulet, envisagé en effet, est un investissement de l'ordre de 1 milliard 500 millions de francs. L'usine de ferromanganèse est estimée à 200 à 300 millions. Si l'on ajoute la construction de routes et de divers autres équipements, la France en matière de transports, de prospection minière, de développement agricole et de formation, l'ensemble des apports financiers serait de l'ordre de 3 milliards 300 millions de francs.

M. Valéry Giscard d'Estaing a été reçu au soir de son séjour par une conférence de presse, d'autres ministres ont été reçus par le président. M. Giscard d'Estaing a été reçu par le président Moukoko Bessala, qui a exprimé sa satisfaction de la mission officielle du président de la République. M. Giscard d'Estaing a été reçu par le président Moukoko Bessala, qui a exprimé sa satisfaction de la mission officielle du président de la République. M. Giscard d'Estaing a été reçu par le président Moukoko Bessala, qui a exprimé sa satisfaction de la mission officielle du président de la République.

#### Pas de conversations sur l'affaire Claude

Enfin, en ce qui concerne l'affaire Claude, M. Giscard d'Estaing a déclaré qu'il n'y avait pas de conversations sur l'affaire Claude. M. Giscard d'Estaing a déclaré qu'il n'y avait pas de conversations sur l'affaire Claude. M. Giscard d'Estaing a déclaré qu'il n'y avait pas de conversations sur l'affaire Claude.

#### Pas de conversations sur l'affaire Claude

Enfin, en ce qui concerne l'affaire Claude, M. Giscard d'Estaing a déclaré qu'il n'y avait pas de conversations sur l'affaire Claude. M. Giscard d'Estaing a déclaré qu'il n'y avait pas de conversations sur l'affaire Claude. M. Giscard d'Estaing a déclaré qu'il n'y avait pas de conversations sur l'affaire Claude.

## Deux personnes sont tuées à la station Trocadéro

Seule une perte de contrôle, des pentes à l'arrêt de l'alcool, expliquent le geste de cet agent de la R.A.T.P. dont le comportement a provoqué deux morts dimanche 8 août, à 0 h 40, à la station de métro Trocadéro : la sienne et celle d'un gardien de la paix.

Cette fusillade, dans le déroulement a donné lieu à des témoignages en général concordants, a incité M. Ballin, président de la Régie, à marquer son opposition à la multiplication d'agents armés de la R.A.T.P. Il a déclaré : « Il n'est pas impossible que la psychologie actuelle, l'explication des incidents qui se sont produits ces dernières semaines aient rendu le personnel plus sensible, plus fragile, plus inquiet ».

Un incident aussi grave amène à se demander de quels contrôles, outre la prestation de serment, sont assurés les remises d'armes à des gens qui ne font pas partie de la police ?

À la station Trocadéro, dans la nuit du samedi 7 au dimanche 8 août, vers 0 h 40, M. Claude Madou, âgé de trente-huit ans, agent de la R.A.T.P., membre de la brigade de surveillance de nuit, a tué par balle un gardien de la paix en uniforme, M. Dominique Larose, âgé de vingt-cinq ans, avant d'être tué à son tour par un autre policier, M. Henri Lathière.

De nombreux témoignages permettent de retracer assez exactement



(Dessin de KONY)

## LA TROISIÈME EXPÉRIENCE DE VIKING-1 confirme la possibilité d'une vie sur Mars

Une nouvelle expérience à bord de Viking-1, samedi 7 août, donne à penser — comme les premiers résultats des deux précédentes expériences l'avaient indiqué — qu'il existe une forme de vie sur Mars. Du carbone a été absorbé par l'échantillon de sol prélevé sur la planète, dans des conditions analogues à l'absorption chlorophyllienne des plantes terrestres.

Les deux premières expériences biologiques avaient fourni un résultat encourageant : une cellule d'un échantillon de sol était en contact avec de la nourriture et respirait. On avait observé un dégagement de gaz carbonique radioactif. Ces résultats suggèrent que des êtres vivants avaient consommé la nourriture, absorbé le carbone radioactif qu'elle contenait, et rejeté, pour une partie, ce dernier à l'état de gaz carbonique. Dans une seconde cellule, en présence d'une nourriture à diffusion, on avait observé une émission d'oxygène, sans explicable par l'action d'être vivants.

Dans la troisième cellule, il n'y avait aucune « nourriture », mais seulement une atmosphère de gaz carbonique et d'oxyde de carbone radioactif, et une forte lampe jouant le rôle de soleil artificiel. Les chercheurs ont constaté que, au sol de Mars, se produisaient des réactions chimiques qui favorisent la vie. Mais elle est très accidentée, et il ne paraît pas facile de trouver un site favorable pour l'atterrissage prévu le 4 septembre.

MAURICE ARKONYNY.

### La mort du camionneur Italien à la frontière est-allemande

UN TRAGIQUE ENCHAÎNEMENT DE CIRCONSTANCES EXPLOITÉ D'UNE MANIÈRE ÉHONNÉE, estime le journal « Neues Deutschland ».

La dépense mortelle de camionneur Italien, Benito Corghi, tué dans la nuit du 4 au 5 août par un garde de la République démocratique allemande en passant la frontière entre les deux Allemagnes, est arrivée, dimanche 8 août, à Milan. Sa famille et sa délégation en sont venues à la connaissance de la mort de son fils. Le corps a été ramené à l'aéroport.

Dans son édition de mardi, le « Neues Deutschland », organe communiste de la République démocratique allemande, a publié une longue note dans laquelle il est affirmé que le camionneur Italien (appelé Benito Corghi) se trouvait à l'aéroport.

Dans son édition de mardi, le « Neues Deutschland », organe communiste de la République démocratique allemande, a publié une longue note dans laquelle il est affirmé que le camionneur Italien (appelé Benito Corghi) se trouvait à l'aéroport.

Dans son édition de mardi, le « Neues Deutschland », organe communiste de la République démocratique allemande, a publié une longue note dans laquelle il est affirmé que le camionneur Italien (appelé Benito Corghi) se trouvait à l'aéroport.

Dans son édition de mardi, le « Neues Deutschland », organe communiste de la République démocratique allemande, a publié une longue note dans laquelle il est affirmé que le camionneur Italien (appelé Benito Corghi) se trouvait à l'aéroport.

Dans son édition de mardi, le « Neues Deutschland », organe communiste de la République démocratique allemande, a publié une longue note dans laquelle il est affirmé que le camionneur Italien (appelé Benito Corghi) se trouvait à l'aéroport.

Dans son édition de mardi, le « Neues Deutschland », organe communiste de la République démocratique allemande, a publié une longue note dans laquelle il est affirmé que le camionneur Italien (appelé Benito Corghi) se trouvait à l'aéroport.

Dans son édition de mardi, le « Neues Deutschland », organe communiste de la République démocratique allemande, a publié une longue note dans laquelle il est affirmé que le camionneur Italien (appelé Benito Corghi) se trouvait à l'aéroport.

Dans son édition de mardi, le « Neues Deutschland », organe communiste de la République démocratique allemande, a publié une longue note dans laquelle il est affirmé que le camionneur Italien (appelé Benito Corghi) se trouvait à l'aéroport.

Dans son édition de mardi, le « Neues Deutschland », organe communiste de la République démocratique allemande, a publié une longue note dans laquelle il est affirmé que le camionneur Italien (appelé Benito Corghi) se trouvait à l'aéroport.

Dans son édition de mardi, le « Neues Deutschland », organe communiste de la République démocratique allemande, a publié une longue note dans laquelle il est affirmé que le camionneur Italien (appelé Benito Corghi) se trouvait à l'aéroport.

Dans son édition de mardi, le « Neues Deutschland », organe communiste de la République démocratique allemande, a publié une longue note dans laquelle il est affirmé que le camionneur Italien (appelé Benito Corghi) se trouvait à l'aéroport.

Dans son édition de mardi, le « Neues Deutschland », organe communiste de la République démocratique allemande, a publié une longue note dans laquelle il est affirmé que le camionneur Italien (appelé Benito Corghi) se trouvait à l'aéroport.

Dans son édition de mardi, le « Neues Deutschland », organe communiste de la République démocratique allemande, a publié une longue note dans laquelle il est affirmé que le camionneur Italien (appelé Benito Corghi) se trouvait à l'aéroport.

Dans son édition de mardi, le « Neues Deutschland », organe communiste de la République démocratique allemande, a publié une longue note dans laquelle il est affirmé que le camionneur Italien (appelé Benito Corghi) se trouvait à l'aéroport.

Dans son édition de mardi, le « Neues Deutschland », organe communiste de la République démocratique allemande, a publié une longue note dans laquelle il est affirmé que le camionneur Italien (appelé Benito Corghi) se trouvait à l'aéroport.

Dans son édition de mardi, le « Neues Deutschland », organe communiste de la République démocratique allemande, a publié une longue note dans laquelle il est affirmé que le camionneur Italien (appelé Benito Corghi) se trouvait à l'aéroport.

Dans son édition de mardi, le « Neues Deutschland », organe communiste de la République démocratique allemande, a publié une longue note dans laquelle il est affirmé que le camionneur Italien (appelé Benito Corghi) se trouvait à l'aéroport.

Dans son édition de mardi, le « Neues Deutschland », organe communiste de la République démocratique allemande, a publié une longue note dans laquelle il est affirmé que le camionneur Italien (appelé Benito Corghi) se trouvait à l'aéroport.

Dans son édition de mardi, le « Neues Deutschland », organe communiste de la République démocratique allemande, a publié une longue note dans laquelle il est affirmé que le camionneur Italien (appelé Benito Corghi) se trouvait à l'aéroport.

Dans son édition de mardi, le « Neues Deutschland », organe communiste de la République démocratique allemande, a publié une longue note dans laquelle il est affirmé que le camionneur Italien (appelé Benito Corghi) se trouvait à l'aéroport.

Dans son édition de mardi, le « Neues Deutschland », organe communiste de la République démocratique allemande, a publié une longue note dans laquelle il est affirmé que le camionneur Italien (appelé Benito Corghi) se trouvait à l'aéroport.

Dans son édition de mardi, le « Neues Deutschland », organe communiste de la République démocratique allemande, a publié une longue note dans laquelle il est affirmé que le camionneur Italien (appelé Benito Corghi) se trouvait à l'aéroport.

Dans son édition de mardi, le « Neues Deutschland », organe communiste de la République démocratique allemande, a publié une longue note dans laquelle il est affirmé que le camionneur Italien (appelé Benito Corghi) se trouvait à l'aéroport.

Dans son édition de mardi, le « Neues Deutschland », organe communiste de la République démocratique allemande, a publié une longue note dans laquelle il est affirmé que le camionneur Italien (appelé Benito Corghi) se trouvait à l'aéroport.

Dans son édition de mardi, le « Neues Deutschland », organe communiste de la République démocratique allemande, a publié une longue note dans laquelle il est affirmé que le camionneur Italien (appelé Benito Corghi) se trouvait à l'aéroport.

Dans son édition de mardi, le « Neues Deutschland », organe communiste de la République démocratique allemande, a publié une longue note dans laquelle il est affirmé que le camionneur Italien (appelé Benito Corghi) se trouvait à l'aéroport.

Dans son édition de mardi, le « Neues Deutschland », organe communiste de la République démocratique allemande, a publié une longue note dans laquelle il est affirmé que le camionneur Italien (appelé Benito Corghi) se trouvait à l'aéroport.

Dans son édition de mardi, le « Neues Deutschland », organe communiste de la République démocratique allemande, a publié une longue note dans laquelle il est affirmé que le camionneur Italien (appelé Benito Corghi) se trouvait à l'aéroport.

Dans son édition de mardi, le « Neues Deutschland », organe communiste de la République démocratique allemande, a publié une longue note dans laquelle il est affirmé que le camionneur Italien (appelé Benito Corghi) se trouvait à l'aéroport.

Dans son édition de mardi, le « Neues Deutschland », organe communiste de la République démocratique allemande, a publié une longue note dans laquelle il est affirmé que le camionneur Italien (appelé Benito Corghi) se trouvait à l'aéroport.

Dans son édition de mardi, le « Neues Deutschland », organe communiste de la République démocratique allemande, a publié une longue note dans laquelle il est affirmé que le camionneur Italien (appelé Benito Corghi) se trouvait à l'aéroport.

Dans son édition de mardi, le « Neues Deutschland », organe communiste de la République démocratique allemande, a publié une longue note dans laquelle il est affirmé que le camionneur Italien (appelé Benito Corghi) se trouvait à l'aéroport.

Dans son édition de mardi, le « Neues Deutschland », organe communiste de la République démocratique allemande, a publié une longue note dans laquelle il est affirmé que le camionneur Italien (appelé Benito Corghi) se trouvait à l'aéroport.

Dans son édition de mardi, le « Neues Deutschland », organe communiste de la République démocratique allemande, a publié une longue note dans laquelle il est affirmé que le camionneur Italien (appelé Benito Corghi) se trouvait à l'aéroport.

Dans son édition de mardi, le « Neues Deutschland », organe communiste de la République démocratique allemande, a publié une longue note dans laquelle il est affirmé que le camionneur Italien (appelé Benito Corghi) se trouvait à l'aéroport.

Dans son édition de mardi, le « Neues Deutschland », organe communiste de la République démocratique allemande, a publié une longue note dans laquelle il est affirmé que le camionneur Italien (appelé Benito Corghi) se trouvait à l'aéroport.

Dans son édition de mardi, le « Neues Deutschland », organe communiste de la République démocratique allemande, a publié une longue note dans laquelle il est affirmé que le camionneur Italien (appelé Benito Corghi) se trouvait à l'aéroport.

Dans son édition de mardi, le « Neues Deutschland », organe communiste de la République démocratique allemande, a publié une longue note dans laquelle il est affirmé que le camionneur Italien (appelé Benito Corghi) se trouvait à l'aéroport.

### LE COMMUNIQUÉ COMMUN

#### La décolonisation en Afrique australe devra être conduite à son terme

Dans le communiqué commun publié à Libreville, le 7 août, les deux chefs d'État soulignent « le caractère privilégié des relations franco-gabonaises qui ont permis d'atteindre une telle compréhension et d'une coopération économique et technique de leur intérêt mutuel ».

Le communiqué indique qu'il y a un accord de globalisation vient d'être signé pour mettre à la disposition du Gabon les enseignants et les spécialistes techniques de haut niveau dont il pourrait avoir besoin. Il ajoute que la France prendra part, en particulier, à la poursuite des études techniques et économiques concernant le barrage du Grand-Poulet et la complexité de production de ferromanganèse. Sur la base de ces études, elle participera à la réalisation de cet aménagement hydro-électrique et recherchera avec le Gabon les financements complémentaires nécessaires. De la même façon la France participera à la mise en œuvre du projet de la ligne ferroviaire de la région de l'Oubangui.

La note ajoute encore que la France participera activement à l'exécution du projet gabonais et plus particulièrement au plan de transport et à la prospection minière et à divers projets agricoles. De même, la France prendra une part active à l'équipement et au fonctionnement de l'Institut polytechnique de Franceville et de l'Institut militaire de Libreville. Elle consacrera des efforts importants à la formation de techniciens civils et de la marine marchande.

Dans le domaine international, le communiqué souligne « la coopération étroite et la confiance des principes qui inspirent et animent leur politique extérieure face aux grands problèmes mondiaux ».

Les deux chefs d'État ont exprimé le souhait que les problèmes de coopération entre les deux Allemagnes comme une fructueuse coopération.

Le numéro du « Monde » daté 8-9 août 1976 a été tiré à 474 786 exemplaires.

A B C D E F G H

### THIERRY PFISTER.

#### « Dans une interview diffusée par Europe 1, le président Bongo déclare que la libération de l'Afrique australe doit être conduite à son terme ».

Le communiqué indique qu'il y a un accord de globalisation vient d'être signé pour mettre à la disposition du Gabon les enseignants et les spécialistes techniques de haut niveau dont il pourrait avoir besoin. Il ajoute que la France prendra part, en particulier, à la poursuite des études techniques et économiques concernant le barrage du Grand-Poulet et la complexité de production de ferromanganèse. Sur la base de ces études, elle participera à la réalisation de cet aménagement hydro-électrique et recherchera avec le Gabon les financements complémentaires nécessaires. De la même façon la France participera à la mise en œuvre du projet de la ligne ferroviaire de la région de l'Oubangui.

La note ajoute encore que la France participera activement à l'exécution du projet gabonais et plus particulièrement au plan de transport et à la prospection minière et à divers projets agricoles. De même, la France prendra une part active à l'équipement et au fonctionnement de l'Institut polytechnique de Franceville et de l'Institut militaire de Libreville. Elle consacrera des efforts importants à la formation de techniciens civils et de la marine marchande.

Dans le domaine international, le communiqué souligne « la coopération étroite et la confiance des principes qui inspirent et animent leur politique extérieure face aux grands problèmes mondiaux ».

Les deux chefs d'État ont exprimé le souhait que les problèmes de coopération entre les deux Allemagnes comme une fructueuse coopération.

Le numéro du « Monde » daté 8-9 août 1976 a été tiré à 474 786 exemplaires.

A B C D E F G H

### UN NOUVEAU MOUVEMENT AUTONOMISTE CORSE REVENDIQUE UN ATTENTAT A VANNES

L'attentat commis dans la nuit du samedi 7 au dimanche 8 août, à la station de métro Trocadéro, a été revendiqué par un mouvement, l'« Action révolutionnaire autonome corse » (A.R.A.C.), dans un communiqué remis aux agences des journaux européens d'Alger. Dans ce texte, l'A.R.A.C. déclare « qu'elle revendique personnellement » et « qu'elle entend faire passer la cause du peuple corse en se manifestant à cet effet ».

L'« Action révolutionnaire autonome corse », mouvement clandestin qui a été créé à la fin de l'année 1974, a pour but la libération de la Corse. Il a pour chef de file le commandant Jean-Pierre Lucca. Le mouvement a revendiqué l'attentat commis dans la nuit du samedi 7 au dimanche 8 août, à la station de métro Trocadéro, a été revendiqué par un mouvement, l'« Action révolutionnaire autonome corse » (A.R.A.C.), dans un communiqué remis aux agences des journaux européens d'Alger. Dans ce texte, l'A.R.A.C. déclare « qu'elle revendique personnellement » et « qu'elle entend faire passer la cause du peuple corse en se manifestant à cet effet ».

L'« Action révolutionnaire autonome corse », mouvement clandestin qui a été créé à la fin de l'année 1974, a pour but la libération de la Corse. Il a pour chef de file le commandant Jean-Pierre Lucca. Le mouvement a revendiqué l'attentat commis dans la nuit du samedi 7 au dimanche 8 août, à la station de métro Trocadéro, a été revendiqué par un mouvement, l'« Action révolutionnaire autonome corse » (A.R.A.C.), dans un communiqué remis aux agences des journaux européens d'Alger. Dans ce texte, l'A.R.A.C. déclare « qu'elle revendique personnellement » et « qu'elle entend faire passer la cause du peuple corse en se manifestant à cet effet ».

L'« Action révolutionnaire autonome corse », mouvement clandestin qui a été créé à la fin de l'année 1974, a pour but la libération de la Corse. Il a pour chef de file le commandant Jean-Pierre Lucca. Le mouvement a revendiqué l'attentat commis dans la nuit du samedi 7 au dimanche 8 août, à la station de métro Trocadéro, a été revendiqué par un mouvement, l'« Action révolutionnaire autonome corse » (A.R.A.C.), dans un communiqué remis aux agences des journaux européens d'Alger. Dans ce texte, l'A.R.A.C. déclare « qu'elle revendique personnellement » et « qu'elle entend faire passer la cause du peuple corse en se manifestant à cet effet ».

L'« Action révolutionnaire autonome corse », mouvement clandestin qui a été créé à la fin de l'année 1974, a pour but la libération de la Corse. Il a pour chef de file le commandant Jean-Pierre Lucca. Le mouvement a revendiqué l'attentat commis dans la nuit du samedi 7 au dimanche 8 août, à la station de métro Trocadéro, a été revendiqué par un mouvement, l'« Action révolutionnaire autonome corse » (A.R.A.C.), dans un communiqué remis aux agences des journaux européens d'Alger. Dans ce texte, l'A.R.A.C. déclare « qu'elle revendique personnellement » et « qu'elle entend faire passer la cause du peuple corse en se manifestant à cet effet ».

L'« Action révolutionnaire autonome corse », mouvement clandestin qui a été créé à la fin de l'année 1974, a pour but la libération de la Corse. Il a pour chef de file le commandant Jean-Pierre Lucca. Le mouvement a revendiqué l'attentat commis dans la nuit du samedi 7 au dimanche 8 août, à la station de métro Trocadéro, a été revendiqué par un mouvement, l'« Action révolutionnaire autonome corse » (A.R.A.C.), dans un communiqué remis aux agences des journaux européens d'Alger. Dans ce texte, l'A.R.A.C. déclare « qu'elle revendique personnellement » et « qu'elle entend faire passer la cause du peuple corse en se manifestant à cet effet ».

L'« Action révolutionnaire autonome corse », mouvement clandestin qui a été créé à la fin de l'année 1974, a pour but la libération de la Corse. Il a pour chef de file le commandant Jean-Pierre Lucca. Le mouvement a revendiqué l'attentat commis dans la nuit du samedi 7 au dimanche 8 août, à la station de métro Trocadéro, a été revendiqué par un mouvement, l'« Action révolutionnaire autonome corse » (A.R.A.C.), dans un communiqué remis aux agences des journaux européens d'Alger. Dans ce texte, l'A.R.A.C. déclare « qu'elle revendique personnellement » et « qu'elle entend faire passer la cause du peuple corse en se manifestant à cet effet ».

L'« Action révolutionnaire autonome corse », mouvement clandestin qui a été créé à la fin de l'année 1974, a pour but la libération de la Corse. Il a pour chef de file le commandant Jean-Pierre Lucca. Le mouvement a revendiqué l'attentat commis dans la nuit du samedi 7 au dimanche 8 août, à la station de métro Trocadéro, a été revendiqué par un mouvement, l'« Action révolutionnaire autonome corse » (A.R.A.C.), dans un communiqué remis aux agences des journaux européens d'Alger. Dans ce texte, l'A.R.A.C. déclare « qu'elle revendique personnellement » et « qu'elle entend faire passer la cause du peuple corse en se manifestant à cet effet ».

L'« Action révolutionnaire autonome corse », mouvement clandestin qui a été créé à la fin de l'année 1974, a pour but la libération de la Corse. Il a pour chef de file le commandant Jean-Pierre Lucca. Le mouvement a revendiqué l'attentat commis dans la nuit du samedi 7 au dimanche 8 août, à la station de métro Trocadéro, a été revendiqué par un mouvement, l'« Action révolutionnaire autonome corse » (A.R.A.C.), dans un communiqué remis aux agences des journaux européens d'Alger. Dans ce texte, l'A.R.A.C. déclare « qu'elle revendique personnellement » et « qu'elle entend faire passer la cause du peuple corse en se manifestant à cet effet ».

L'« Action révolutionnaire autonome corse », mouvement clandestin qui a été créé à la fin de l'année 1974, a pour but la libération de la Corse. Il a pour chef de file le commandant Jean-Pierre Lucca. Le mouvement a revendiqué l'attentat commis dans la nuit du samedi 7 au dimanche 8 août, à la station de métro Trocadéro, a été revendiqué par un mouvement, l'« Action révolutionnaire autonome corse » (A.R.A.C.), dans un communiqué remis aux agences des journaux européens d'Alger. Dans ce texte, l'A.R.A.C. déclare « qu'elle revendique personnellement » et « qu'elle entend faire passer la cause du peuple corse en se manifestant à cet effet ».

L'« Action révolutionnaire autonome corse », mouvement clandestin qui a été créé à la fin de l'année 1974, a pour but la libération de la Corse. Il a pour chef de file le commandant Jean-Pierre Lucca. Le mouvement a revendiqué l'attentat commis dans la nuit du samedi 7 au dimanche 8 août, à la station de métro Trocadéro, a été revendiqué par un mouvement, l'« Action révolutionnaire autonome corse » (A.R.A.C.), dans un communiqué remis aux agences des journaux européens d'Alger. Dans ce texte, l'A.R.A.C. déclare « qu'elle revendique personnellement » et « qu'elle entend faire passer la cause du peuple corse en se manifestant à cet effet ».

L'« Action révolutionnaire autonome corse », mouvement clandestin qui a été créé à la fin de l'année 1974, a pour but la libération de la Corse. Il a pour chef de file le commandant Jean-Pierre Lucca. Le mouvement a revendiqué l'attentat commis dans la nuit du samedi 7 au dimanche 8 août, à la station de métro Trocadéro, a été revendiqué par un mouvement, l'« Action révolutionnaire autonome corse » (A.R.A.C.), dans un communiqué remis aux agences des journaux européens d'Alger. Dans ce texte, l'A.R.A.C. déclare « qu'elle revendique personnellement » et « qu'elle entend faire passer la cause du peuple corse en se manifestant à cet effet ».

L'« Action révolutionnaire autonome corse », mouvement clandestin qui a été créé à la fin de l'année 1974, a pour but la libération de la Corse. Il a pour chef de file le commandant Jean-Pierre Lucca. Le mouvement a revendiqué l'attentat commis dans la nuit du samedi 7 au dimanche 8 août, à la station de métro Trocadéro, a été revendiqué par un mouvement, l'« Action révolutionnaire autonome corse » (A.R.A.C.), dans un communiqué remis aux agences des journaux européens d'Alger. Dans ce texte, l'A.R.A.C. déclare « qu'elle revendique personnellement » et « qu'elle entend faire passer la cause du peuple corse en se manifestant à cet effet ».

L'« Action révolutionnaire autonome corse », mouvement clandestin qui a été créé à la fin de l'année 1974, a pour but la libération de la Corse. Il a pour chef de file le commandant Jean-Pierre Lucca. Le mouvement a revendiqué l'attentat commis dans la nuit du samedi 7 au dimanche 8 août, à la station de métro Trocadéro, a été revendiqué par un mouvement, l'« Action révolutionnaire autonome corse » (A.R.A.C.), dans un communiqué remis aux agences des journaux européens d'Alger. Dans ce texte, l'A.R.A.C. déclare « qu'elle revendique personnellement » et « qu'elle entend faire passer la cause du peuple corse en se manifestant à cet effet ».

L'« Action révolutionnaire autonome corse », mouvement clandestin qui a été créé à la fin de l'année 1974, a pour but la libération de la Corse. Il a pour chef de file le commandant Jean-Pierre Lucca. Le mouvement a revendiqué l'attentat commis dans la nuit du samedi 7 au dimanche 8 août, à la station de métro Trocadéro, a été revendiqué par un mouvement, l'« Action révolutionnaire autonome corse » (A.R.A.C.), dans un communiqué remis aux agences des journaux européens d'Alger. Dans ce texte, l'A.R.A.C. déclare « qu'elle revendique personnellement » et « qu'elle entend faire passer la cause du peuple corse en se manifestant à cet effet ».

L'« Action révolutionnaire autonome corse », mouvement clandestin qui a été créé à la fin de l'année 1974, a pour but la libération de la Corse. Il a pour chef de file le commandant Jean-Pierre Lucca. Le mouvement a revendiqué l'attentat commis dans la nuit du samedi 7 au dimanche 8 août, à la station de métro Trocadéro, a été revendiqué par un mouvement, l'« Action révolutionnaire autonome corse » (A.R.A.C.), dans un communiqué remis aux agences des journaux européens d'Alger. Dans ce texte, l'A.R.A.C. déclare « qu'elle revendique personnellement » et « qu'elle entend faire passer la cause du peuple corse en se manifestant à cet effet ».

L'« Action révolutionnaire autonome corse », mouvement clandestin qui a été créé à la fin de l'année 1974, a pour but la libération de la Corse. Il a pour chef de file le commandant Jean-Pierre Lucca. Le mouvement a revendiqué l'attentat commis dans la nuit du samedi 7 au dimanche 8 août, à la station de métro Trocadéro, a été revendiqué par un mouvement, l'« Action révolutionnaire autonome corse » (A.R.A.C.), dans un communiqué remis aux agences des journaux européens d'Alger. Dans ce texte, l'A.R.A.C. déclare « qu'elle revendique personnellement » et « qu'elle entend faire passer la cause du peuple corse en se manifestant à cet effet ».

L'« Action révolutionnaire autonome corse », mouvement clandestin qui a été créé à la fin de l'année 1974, a pour but la libération de la Corse. Il a pour chef de file le commandant Jean-Pierre Lucca. Le mouvement a revendiqué l'attentat commis dans la nuit du samedi 7 au dimanche 8 août, à la station de métro Trocadéro, a été revendiqué par un mouvement, l'« Action révolutionnaire autonome corse » (A.R.A.C.), dans un communiqué remis aux agences des journaux européens d'Alger. Dans ce texte, l'A.R.A.C. déclare « qu'elle revendique personnellement » et « qu'elle entend faire passer la cause du peuple corse en se manifestant à cet effet ».

L'« Action révolutionnaire autonome corse », mouvement clandestin qui a été créé à la fin de l'année 1974, a pour but la libération de la Corse. Il a pour chef de file le commandant Jean-Pierre Lucca. Le mouvement a revendiqué l'attentat commis dans la nuit du samedi 7 au dimanche 8 août, à la station de métro Trocadéro, a été revendiqué par un mouvement, l'« Action révolutionnaire autonome corse » (A.R.A.C.), dans un communiqué remis aux agences des journaux européens d'Alger. Dans ce texte, l'A.R.A.C. déclare « qu'elle revendique personnellement » et « qu'elle entend faire passer la cause du peuple corse en se manifestant à cet effet ».

L'« Action révolutionnaire autonome corse », mouvement clandestin qui a été créé à la fin de l'année 1974, a pour but la libération de la Corse. Il a pour chef de file le commandant Jean-Pierre Lucca. Le mouvement a revendiqué l'attentat commis dans la nuit du samedi 7 au dimanche 8 août, à la station de métro Trocadéro, a été revendiqué par un mouvement, l'« Action révolutionnaire autonome corse » (A.R.A.C.), dans un communiqué remis aux agences des journaux européens d'Alger. Dans ce texte, l'A.R.A.C. déclare « qu'elle revendique personnellement » et « qu'elle entend faire passer la cause du peuple corse en se manifestant à cet effet ».

L'« Action révolutionnaire autonome corse », mouvement clandestin qui a été créé à la fin de l'année 1974, a pour but la libération de la Corse. Il a pour chef de file le commandant Jean-Pierre Lucca. Le mouvement a revendiqué l'attentat commis dans la nuit du samedi 7 au dimanche 8 août, à la station de métro Trocadéro, a été revendiqué par un mouvement, l'« Action révolutionnaire autonome corse » (A.R.A.C.), dans un communiqué remis aux agences des journaux européens d'Alger. Dans ce texte, l'A.R.A.C. déclare « qu'elle revendique personnellement » et « qu'elle entend faire passer la cause du peuple corse en se manifestant à cet effet ».

L'« Action révolutionnaire autonome corse », mouvement clandestin qui a été créé à la fin de l'année